

UNAMIR

EGENIA - COURSE MATERIALS

[1 DEC 1994-31 DEC 1995]

✓ PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UNCLASSIFIED
R#16 MAY 2009

UNARCHIVES
SERIES S-1060
BOX 17
FILE 3
ACC. 1994/0281

LE DROIT DE FAIRE USAGE DES ARMES

I. Généralités :

Le Droit de faire usage des armes, en raison des conséquences graves qu'il comporte, est limité à des cas exceptionnels. Il trouve sa justification :

- Soit dans la légitime défense
- Soit dans l'ordre de la loi.

L'usage des armes suppose que "TOUS" les autres moyens ont été épuisés.

Hors le cas de maintien de l'ordre, les militaires de la Gendarmerie ont le droit de faire usage des armes :

- 1) - En cas de violences ou de voies de fait;
- 2) - Pour la défense des personnes, du terrain ou des postes donnés à garder;
- 3) - Pour l'arrestation des personnes
- 4) - Pour l'immobilisation des véhicules
- 5) - En cas de rébellion ou tentative d'évasion de prisonniers

II. Droit de faire usage des armes en cas de violence ou de voies de fait :

Lorsque des violences ou de voies de fait sont exercées contre vous ou lorsque vous êtes menacés par des individus armés, vous pouvez faire usage de votre arme.

L'attaque doit : (être actuelle (danger immédiat))

(Mettre en danger votre vie ou celle d'autrui (vie en péril))

III. Droit de faire usage des armes pour la défense des personnes, du terrain ou des postes à garder

Lorsque vous ne pouvez défendre autrement :

- Le terrain que vous occupez
- Les postes ou les personnes qui vous sont confiées

ou

Lorsque la résistance est telle qu'elle ne puisse être vaincue autrement, vous pouvez faire usage de votre arme.

- Votre acte de défense doit être proportionné à l'Attaque
- Dans le cas d'une résistance à vaincre, celle-ci doit être active.

IV. Droit de faire usage des armes pour l'arrestation des personnes

Vous pouvez faire usage de votre arme; lorsque des personnes invitées à s'arrêter par des appels répétés de "HALTE GENDARMERIE" faits à haute voix, cherchent à échapper à votre garde ou à vos investigations et ne peuvent être contraintes de s'arrêter que par la Force des armes.

La Fuite doit être:

- Nettement caractérisée
- Précédée d'éléments qui établissent ou font présumer la participation quasi-certaine des "FUYARDS" à un crime ou à un délit grave.

Le Droit de faire usage des armes est considéré ici comme le prolongement du droit d'arrestation.

V. Le Droit de faire usage des armes pour l'immobilisation des véhicules

Lorsque vous ne pouvez immobiliser autrement les véhicules, embarcations ou autres moyens de transport dont les conducteurs n'obtempèrent pas à votre ordre d'arrêt, vous pouvez faire usage des armes.

Le refus d'obtempérer doit être :

- Nettement caractérisé
- Précédé d'éléments qui établissent ou font présumer la participation quasi-certaine des occupants du véhicule à un crime ou à un délit grave.

VI. Droit de faire usage des armes en cas de rébellion ou de tentative d'évasion des prisonniers

Lorsqu'au cours d'un transfert, il y a rébellion ou tentative d'évasion de la part des prisonniers après leur avoir enjoint de rentrer dans l'ordre par les mots "HALTE GENDARMERIE" "HALTE OU JE FAIS FEU", Commandant d'escorte, vous pouvez ordonner l'usage des armes.

A T T E N T I O N :

La **REBELLION** ou la **TENTATIVE D'EVASION** ne doit pas **RESULTER** du fait que les **PRECAUTIONS** nécessaires n'ont pas été prises pour l'éviter.

L'USAGE DES ARMES DOIT ETRE L'ULTIME RESSOURCE.

CONCLUSION :

Le droit d'usage des armes est le plus grave de tous ceux que la Loi Confère à la Gendarmerie.

Vous devez faire preuve jusqu'aux dernières limites, de calme, de sang froid, de patience, d'humanité, ...

ATTENTION : Dans tous les cas, un emploi d'arme ayant provoqué **MORT D'HOMME** ou **BLESSURE** entraîne :

- une réaction des MAS-MEDIA (Presse, Télé etc...)
- une ouverture d'information sur le plan judiciaire
- une enquête (et éventuellement des sanctions) sur le plan disciplinaire.

Jeux en plein

ECOLE DE LA GENDARMERIE
NATIONALE DU RWANDA
EGENA - RUHENGARI

FORMATION DES ELEVES - GENDARMES

COURS DE SERVICE EN BRIGADE

Instructeur : Chef d'Escadron
Zanga Berthé.

MINUAR - UNAMIR

(MALI)

SERVICE EN BRIGADE

Leçon n°1

Instructeur: Major Zanga Berthé

La Brigade: Circonscription - effectifs - Moyens

I. Généralités:

Cellule organique de l'arme, la Brigade est la plus petite unité ayant un chef responsable à sa tête. A son personnel incombe la presque totalité des missions confiées à la gendarmerie seule responsable de la sécurité publique pour 100% des Rwandais et du territoire.

La brigade type est la Brigade Territoriale. Implantées en une gigantesque toile d'araignée sur tout le territoire, les brigades territoriales exercent une surveillance continue et répressive qui constitue l'essentiel de leur service.

Normalement à côté des brigades territoriales polyvalentes existent des brigades spécialisées dans certaines parties du service.

- Brigades Motorisées (B.MO) exerçant dans le cadre des pelotons motorisés des groupements (P.MO) les missions de police de la Route.
- Brigades des Recherches (B.R.) et Sections de Recherches orientées exclusivement vers la Police Judiciaire.
- Brigades Mixtes (B.MI) unités semi-spécialisées (Service Spécial et Police de la Route).

II. La Circonscription:

a. Définition: La circonscription (ou assiette) d'une brigade est la portion de territoire placée sous sa surveillance, c'est à dire la zone dans laquelle s'exerce sa compétence.

b. Implantation d'une brigade: elle est fondée sur deux principes:

- **Maintien du quadrillage** afin d'éviter dans certaines régions le "vide administratif". Pour assurer ses missions et en particulier la mission permanente du renseignement, la gendarmerie doit conserver le contact avec la population.
- **Rapidité d'intervention.**

Ces deux principes posés, l'implantation des brigades est fonction d'un certain nombre de facteurs, à savoir :

.....

.....

.....

.....

c. Difficultés d'harmonisation des effectifs:

Plusieurs hypothèses ont été étudiées pour harmoniser le binôme effectifs-population.

1. Si la population est inférieure au nombre idéal d'habitants tout en étant implantée sur une vaste surface (zones exclusivement rurales) il serait possible de supprimer la brigade compétente et de rattacher la circonscription à une brigade voisine. On gagnerait du personnel mais les délais d'intervention seraient alors incompatibles avec les missions de l'arme. Dans ce cas et dans le but de maintenir les délais d'intervention dans des limites raisonnables, la brigade est conservée. On se heurte par ailleurs à l'opposition farouche des élus locaux lorsqu'il est question de suppression de brigade.

2. Si par contre sur une circonscription donnée la population est largement supérieure au nombre idéal d'habitants, on peut envisager plusieurs solutions:

- Créer de nouvelles unités qui se partagent la circonscription initiale
- augmenter les effectifs de la brigade unique et créer en son sein des équipes s'occupant toujours du même secteur de la circonscription. Cette solution a l'avantage de réduire les charges à la caserne (permanence, entretien, etc.)
- mettre en place des postes permanents.

d. Commandement:

La brigade est commandée par un "gradé" maréchal des logis-chef, adjudant ou adjudant-chef selon l'effectif.

Le commandant de brigade est assisté par :

- un ou plusieurs gradés (unités à gros effectifs)
- un gendarme adjoint (unités commandées par un MDL-Chef)

IV. Moyens Matériels:

Les moyens matériels des unités de gendarmerie départementale sont fixés par le TED.

Ne sont donnés dans le cours que les notions générales

- Moyens de transport et locomotion : bicyclette, motocyclettes, voitures automobiles.
- Les transmissions : téléphone (toutes les brigades en sont dotées), radio
- Armement.

Matériel spécial de la gendarmerie :

- . lots de barrage routiers
- . lots individuels d'équipement police de la route
- . lots de sécurité et de signalisation : triangle de sécurité, équipements réfléchissants, projecteurs de barrage
- . brassard d'OPI
- . machines à écrire.

Matériels divers :

Les brigades disposent également de matériels et équipement spéciaux concernant:

- l'optique (boussole, jumelles)
- le matériel (NBC)
- l'outillage du génie
- le service de santé
- le chiffre
- le couchage (permanence, chambre de sûreté)
- les techniques particulières: moto, montagne, vedettes
- l'éclairage (lampes de secours), groupes électrogènes
- le mobilier de bureaux et magasins.

- Remarques:**
1. La gendarmerie utilise normalement ses moyens organiques . En cas de nécessité, peut faire appel aux moyens extérieurs, le plus souvent par réquisition (voir cours sur les principes du service)
 2. Les moyens matériels détenus par les unités sont importants et très variés; encore faut-il savoir et vouloir les utiliser pour en obtenir le meilleur rendement (mettre en marche les postes radio véhicule dès le départ de la caserne).

Conclusion:

Toute brigade a sa personnalité propre qui découle de deux facteurs importants:

- le lieu de l'implantation
- la valeur du personnel et surtout du commandant de brigade.

Les moyens dont elle dispose permettent aux gendarmes d'accomplir leurs missions avec le maximum d'efficacité.

° Mais les règlements de l'arme vont plus loin: ils détaillent de la manière la plus précise les méthodes d'action des brigades. Nous verrons plus tard comment concevoir le commandement et l'exécution du service.

CE ZANGA BERTHE

SCE EN BRIGADE

2ème LEÇON

LE COMMANDANT DE BRIGADE

Le Commandant en Brigade (C.B) a une fonction essentielle dans l'armée :

- Il est le Chef responsable, à l'échelon d'exécution, de la plupart des missions incombant à la gendarmerie;
- Il est amené à prendre parfois d'importantes initiatives et graves responsabilités, en matière Judiciaire notamment, loin de son Commandant de Compagnie, il doit, à l'intérieur de son unité exercer totalement son rôle de Commandant d'unité et de chef de Service.

I. QUALITE A EXIGER D'UN COMMANDANT DE BRIGADE

- Qualités morales : donner l'exemple dans sa vie professionnelle et privée.
- Qualités intellectuelles : être en contact avec les autorités ayant une culture générale le plus souvent supérieure à la sienne. Etre l'instructeur de son personnel et l'organisateur de son Unité.
- Qualités professionnelles : Responsable de sa circonscription guide et conseiller de son personnel, doit connaître à fond son métier.
- Qualités physiques : doit être toujours disponible et par tous les temps pour aller en tous lieux. Pour toute affaire de quelque importance, il doit se déplacer personnellement

II. LES RESPONSABILITES DU COMMANDANT DE BRIGADE

a) Dans les limites de sa Circonscription, le Cdt de Brigade est responsable de l'exécution de toutes les missions de l'armée d'initiative :

- Surveillance, exploration et maintien du bon ordre dans sa circonscription;
- Recherche et diffusion du Renseignement sous la surveillance et le contrôle du cdt de Cie

* Police Judiciaire

* Police administrative

* Police militaire

* Vie intérieure de l'armée

- instruction
- tenue
- discipline
- administration de la brigade
- entretien du Casernement
- entretien de l'armement et du matériel
- problèmes de mobilisation de ses auxiliaires

b) **Le Service du Commandant de Brigade**

En ce qui concerne le service, l'activité du Commandant de Brigade est triple :

- il commande le service
- il participe à l'exécution du service
- il contrôle le service de son personnel

C'est une activité très complète et qui constitue en tout. D'où nécessité pour le CB d'avoir une "tête bien faite" et des qualités d'organisation et de travail.

III. MOYENS DONT DISPOSE LE COMMANDANT DE BRIGADE

a) Personnel

1) **Les gradés** : Il ne s'en trouve que dans les brigade importantes. Il peut y avoir un ou plusieurs gradés qui sont chargés :

- de diriger certains services et enquêtes
- d'assurer des fonctions et des liaisons
- d'effectuer des travaux particuliers de secrétariat
- de diriger des séances d'Instruction.

Le plus ancien dans le grade le plus élevé après le CB le remplace et commande par intérim en son absence.

2) **Le gendarme adjoint**

Dans les Brigades où n'existe pas de gradé en sans ordre un gendarme est désigné en qualité d'adjoint au CB. La désignation est faite par le chef de Corps sous proposition du Cdt de Cie et après avis du Cdt de groupement parmi les gendarmes ayant dans

l'ordre de priorité la qualité de :

- gendarme inscrit au tableau d'avancement
- officier de police judiciaire
- gendarmes le plus ancien en service

Dans ce dernier cas la désignation n'a aucun caractère d'obligation et portera sur le gendarme le plus apte à assumer les fonctions d'adjoint au CB

Le gendarme adjoint seconde le chef de Poste et prend le commandement "par intérim" pendant son absence dans ce dernier cas, il exerce normalement et sans restriction l'autorité du CB y compris les contrôles. S'il est en service avec un autre gendarme même plus ancien, il est chef de patrouille.

3) Les autres gendarmes de la brigade

Le CB a toute latitude pour les utiliser au mieux des intérêts du service et dans le cadre des règlements.

Les gendarmes d'une même brigade sont subordonnés les uns aux autres selon l'ordre suivant :

- gendarme adjoint au CB
- gendarme inscrits au tableau d'avancement
- gendarmes candidats à l'avancement non inscrits au I.A
- gendarmes OPJ habilités

INSTRUCTEUR MAJOR ZANGA BERTHE

SCE EN BRIGADE N°3

PRINCIPES GENERAUX DE L'EXECUTION DU SERVICE

L'action de la gendarmerie et son efficacité reposent avant tout sur deux constantes :

- la connaissance parfaite des gens et des lieux
- la rapidité de son intervention en cas d'urgence.

1. LA CONNAISSANCE DES GENS ET DES LIEUX

L'aspect du service qui vise à l'exécution des missions essentielles de l'armée créatives de sécurité, demande beaucoup de temps et ne peut se faire qu'à pied ou avec un moyen de locomotion peu rapide, passant partout et permettant une bonne observation en marche ainsi que des arrêts instantanés et aussi fréquents qu'il est nécessaire.

Si l'on veut que la gendarmerie conserve le "contact" avec la population il est indispensable que le "dialogue" soit possible en dehors des interventions de répression.

Le service de l'armée et spécialement de la gendarmerie départementale oblige en permanence d'avoir le souci des relations publiques.

2. LA RAPIDITE DE L'INTERVENTION

Il n'est pas concevable aujourd'hui que les gendarmes arrivent les derniers sur les lieux où leur intervention est "urgente et nécessaire". C'est le cas, en particulier, lorsqu'il s'agit d'affaires portant atteinte à la vie humaine (accidents corporels, crimes, secours) ou aboutissant à la recherche et à la poursuite d'individus dangereux (crime, délits). Dans ce cas, l'emploi de moyens modernes et rapides de transport et d'intervention est nécessaire (véhicules automobiles adaptés, vedettes, hélicoptères). N'oublions pas en effet que :

- la gendarmerie est un service public au service du public
- les retards sont l'objet parfois de critiques acerbes de particuliers ou de journalistes à l'affût du détail insolite, surtout si ce détail met en cause l'autorité ou ses représentants.

LES ACTIVITES CONSTITUANT LE SERVICE DE LA GENDARMERIE

Au terme de la loi de Germinal An VI. et du décret du 20 Mai 1903, le service de la gendarmerie se divise :

- en service ordinaire
- et service extraordinaire

Le service ordinaire : Est celui qui s'opère journellement d'initiative et sans intervention des autorités étrangère à la gendarmerie.

Le service extraordinaire : Est celui dont l'exécution n'a lieu qu'en vertu d'ordres ou de réquisitions.

A côté de cette distinction traditionnelle toujours valable mais quelque peu discrète, on considère aussi que le service de la gendarmerie se subdivise en deux catégories majeures :

Les services à l'extérieur

Les services à la caserne

J. Rajon Barthé

A3

Sce en Brigade

7

CHAPITRE III

LES SERVICES EXECUTES PAR LE COMMANDANT DE BRIGADE

Nous avons vu que le C.B. est responsable :

- vis à vis du cdt. de compagnie du fonctionnement interne de son unité : instruction, tenue, discipline, administration,
- sous la direction du cdt. de compagnie de l'exécution des missions traditionnelles de l'Arme.

Mais le C.B., chef complet a également pour obligation :

- de participer au service qu'il commande,
- de contrôler le service de son personnel,
- d'établir des liaisons personnelles avec les brigades limitrophes de la sienne.

1. PARTICIPATION DU COMMANDANT DE BRIGADE AU SERVICE.

11. Objet :

Malgré ses responsabilités de chef de service et son travail de bureau, le C.B. doit participer à l'exécution du service avec son personnel pour :

- bien connaître sa circonscription (lieux, gens) ;
- prendre en main les affaires délicates ou difficiles ;
- doubler l'instruction théorique par une instruction pratique qui ne peut avoir lieu que sur le terrain. Il part normalement en service avec les jeunes gendarmes.

12. Services à l'extérieur :

Le nombre de services à effectuer est laissé à son initiative ; aucun minimum n'est imposé. ~~Le C.B. vient compte~~ pour cela :

- de l'importance du travail de bureau,
- des événements qui se produisent dans sa circonscription,
- de l'effectif de l'unité.

- contrôle inopiné, de nuit, au départ et au retour de quelques services.

Le C.B. examine plus spécialement { - l'exac-
titude, - la tenue,
- le chargement et le déchargement des
armes.

Il peut désigner l'adjoint pour procéder à ces vérifications à sa place.

232. Au cours du service.

Le C.B. fait en sorte de retrouver inopinément le personnel en service sur l'itinéraire prescrit.

Il constate { - Si l'itinéraire est bien suivi, ou s'il
est modifié pour une raison valable ;
- Si la tenue et l'attitude sont convenables ;
- Si le travail prescrit est correctement
fait.

Ces contrôles doivent parfois s'exécuter de nuit. Il est préférable dans ce cas que le C.B. se fasse accompagner par un gendarme qu'il prévient au dernier moment.

233. Après le service.

En se rendant dans une commune donnée après l'exécution d'un service qui devait la visiter, le C.B. pourra savoir si les gendarmes sont bien venus et ce qu'ils y ont fait.

Ne pas donner l'impression aux notables ou agents de renseignements consultés que l'on fait un contrôle ; mais une conversation adroitement conduite permet d'obtenir les renseignements souhaités.

De plus, l'examen des pièces établies après les services (bulletins de service, procès verbaux, etc.) doit être effectué avec soin. Il permet éventuellement de faire compléter des enquêtes hâtivement menées ou de faire refaire des papiers mal établis, avant leur envoi aux autorités départementales.

24. Contrôle de l'efficacité du service.

241. But.

Vérifier si la brigade remplit exactement son rôle et fait face dans de bonnes conditions à toutes ses obligations.

Nous avons vu dans les paragraphes précédents quand et comment les commandants de brigade assurent ces liaisons.

Notons qu'elles sont exécutées :

- à l'occasion des services exécutés par les C.B.
- à l'occasion des contacts nécessités par des événements particuliers (manifestations, délits graves, cérémonies locales...),
- à l'occasion des contrôles de l'efficacité du service.

32. Avec les commandants de brigade voisins :

321. Objet : la brigade est une cellule d'un ensemble qui recouvre la totalité du territoire national. Elle ne vit pas isolée dans ce vaste corps, mais au contraire en symbiose permanente avec les cellules voisines.

Les liaisons entre commandants de brigade ont donc pour but :

- de se mieux connaître, ce qui facilite les relations de service,
- d'échanger des renseignements (individus recherchés ou suspects etc.) ;
- de s'entendre pour assurer une surveillance efficace sur les limites des circonscriptions, surtout si celles-ci coïncident avec des limites de départements. (Certains malfaiteurs chevronnés comptent sur la présence de limites de compétence pour rester impunis).

Ces liaisons ont certes perdu une partie de leur importance depuis la mise en oeuvre de moyens modernes de renseignements et de diffusion :

- diffusion systématique écrite des avis de vols, recherches...
- moyens radio,
- extension de la conduite des affaires judiciaires à l'échelon compagnie et au-dessus,

Mais si ces liaisons, qui avaient pour objet essentiel l'échange de renseignements, ont perdu un peu de leur intérêt technique, elles ont conservé un intérêt essentiel : le contact humain.

322. Exécution.

- Saisir toutes les circonstances pour rencontrer les voisins intéressés. Ex. : affaire judiciaire sur le territoire d'une brigade dont l'auteur habite la circonscription d'une brigade voisine.
- Mettre à profit la réunion mensuelle des gradés de la compagnie pour évoquer les questions communes.
- après entente préalable avec 2 ou 3 C.B., se rencontrer à la limite des circonscriptions.

33. Compte rendu des liaisons.

Mêmes dispositions que pour les contrôles.

4. CONCLUSION

Après avoir étudié les responsabilités d'ensemble dont est chargé le commandant de brigade, nous avons déjà remarqué, en conclusion, que cette fonction comporte de lourdes charges et exige de ce gradé une personnalité confirmée.

Nous venons de voir dans le présent chapitre que le C.B. ne s'isole pas dans son rôle de chef de service ; il participe au service et à ce titre doit être un exécutant modèle ; il vérifie en permanence si son personnel exécute correctement les ordres qu'il a donnés, ce qui est facile, mais demande du tact ; il s'interroge en outre sur l'efficacité du service de l'unité dont il est responsable et c'est probablement la partie la plus difficile de son difficile métier, qui exige des qualités réelles de réflexion et de jugement.

Il doit toutefois :

- visiter au moins une fois par mois toutes ses communes, soit en service normal soit au cours d'un contrôle,
- participer de temps à autre aux services de nuit ;

Le C.B. établit un bulletin de service mais n'y porte pas d'ordres spéciaux. Il y rend compte toutefois de toutes les opérations effectuées.

Le service est exécuté dans les mêmes conditions que les gendarmes. Le C.B. s'attache à parfaire l'instruction du gendarme qui l'accompagne et qu'il choisit toujours parmi les plus inexpérimentés. Lorsqu'il part en service, il laisse toutes indications utiles afin qu'on puisse le trouver en cas de nécessité.

13. Services à la caserne.

Le commandant de brigade, en principe, n'y participe pas. En cas de besoin, il peut assurer le remplacement du planton si celui-ci doit s'absenter alors qu'il n'y a plus, à la caserne, de gendarme disponible.

2. LES CONTROLES DU COMMANDANT DE BRIGADE.

21. Objet :

Ce sont des services que le C.B. exécute seul pour :

- vérifier si le personnel exécute correctement les ordres donnés et fait consciencieusement son métier.
- s'assurer si la surveillance exercée sur la circonscription est vraiment efficace.

22. Principes :

Le contrôle doit être dégagé de tout caractère de suspicion. Exercé loyalement, il a pour but non seulement de rechercher les erreurs ou les fautes, mais aussi de relever les efforts faits et la bonne volonté déployée.

Vis à vis des personnes étrangères à l'Arme, le C.B. ne doit jamais donner l'impression d'espionner ses gendarmes ou de manquer de confiance en eux.

23. Contrôle de la régularité du service ou contrôle du personnel.

231. A la caserne

- inspection réglementaire, de jour, du personnel partant en service ou en revenant.

242. Exécution :

Ce contrôle s'exerce par commune.

Il porte sur l'ensemble des services effectués depuis le dernier contrôle.

Le C.B. passe en revue tous les points du service de la gendarmerie et recherche les oublis, erreurs ou améliorations à apporter :

- au commandement du service,
- à son exécution.

Les points à voir font l'objet d'une fiche préparée au bureau, notamment avec l'aide du cahier de surveillance et du fichier de renseignements.

Le C.B. se renseigne auprès des personnes compétentes (autorités municipales, gardes divers, facteurs, notables, police et ses propres agents de renseignements).

243. Résultats :

- Mise à jour du cahier de surveillance ;
- Meilleure orientation du service (ordre spéciaux, heures, nombre).
- Observations d'ensemble au personnel sur tel ou tel point du service (ex. : fermeture débits de boissons, identification des nouveaux résidents..)
- Instruction du personnel portant sur les points mal compris ou mal connus de l'action de l'Arme.

A noter que certaines personnes se confient plus volontiers au gradé qu'aux gendarmes, surtout quand il est seul.

Dans ces contrôles, le C.B. pourra juger du degré de confiance dont jouissent les gendarmes, ou tel ou tel gendarme. Il saura aussi si ceux-ci ont su organiser leur réseau de renseignements.

Il est rappelé que l'agent de renseignements dans la gendarmerie n'est pas un indicateur de basse police, mais une personne honorable qui aide bénévolement la gendarmerie dans son rôle de protectrice des personnes et des biens. Ce peut être aussi un ami personnel d'un gendarme qui peut ignorer que sa conversation est une mine de renseignements. Chaque gendarme a ses propres agents de renseignements (voir cours sur le Service de la Gendarmerie dans le domaine judiciaire).

Le contrôle de l'efficacité de la surveillance par le C.B., propre responsable de cette dernière, est difficile et le commandant de compagnie doit aider le gradé

25. Fréquence des contrôles.

251. Du personnel (régularité du service). Leur fréquence est fonction de la valeur du personnel et du degré de confiance à lui accorder.

Par exemple, par mois : 1 ou 2 contrôles de nuit
(départ et arrivée)
1 ou 2 contrôles de jour
sur l'itinéraire).

252. De l'efficacité du service : leur fréquence est fonction :

- des charges et obligations du C.B.,
- du nombre des communes,
- de l'effectif de l'unité,
- de la connaissance de la circonscription par le C.B. (affecté depuis peu ou depuis plusieurs années).

Par exemple 4 à 5 contrôles par mois.

253. Remarque :

Ces contrôles peuvent être conjugués :

- entre eux,
- avec d'autres services, liaisons avec les brigades voisines en particulier.

26. Compte rendu des contrôles.

Tous les contrôles sont reportés sur la page correspondante du cahier de service. Ces comptes rendus, encore que succincts, doivent faire ressortir le travail accompli, les renseignements recueillis, les observations faites, les numéros des P.V. ou rapports établis.

3. LES LIAISONS DU COMMANDANT DE BRIGADE.

Elles sont de 2 sortes :

- avec les autorités,
- avec les autres commandants de brigade.

~~31. Avec les autorités (D. 20 mai 1903 art. 151).~~

Ces liaisons sont indispensables car la gendarmerie est au service de la loi et se trouve chargée de maintenir l'ordre public dont les autorités administratives sont responsables.

INSTRUCTEUR MAJOR BERTHE

SCE EN BRIGADE N°4

LES SERVICES A L'EXTERIEUR

Les services à l'extérieur, qui constituent l'activité normale de la Brigade, ont pour but d'assurer :

- la surveillance de la circonscription,
- l'exécution du service spécial : enquêtes judiciaires, administratives, police sur la route.

Une distinction est introduite dans les services à l'extérieur, en fonction de la part d'initiative dont dispose le commandant de Brigade:

- Services d'initiative
- Services imposés
- Services mixtes
- Services divers

A/LES SERVICES D'INITIATIVE

1. Définition

Les services de surveillance de la circonscription sont commandés à l'initiative totale du commandant de brigade qui dispose :

- du choix du moment (répartition dans le temps)
- et des lieux (répartition dans l'espace) et peut en conséquence, choisir les ordres spéciaux pour confier à son personnel des missions adaptées.

Ces services ne comportent ni enquête, ni remise de pièce, ni aucune autre astreinte et sont consacrés à l'exploration détaillée à allure lente de la circonscription.

2. Procédés d'exécution

Ces services s'effectuent sous deux formes

- les visites de communes
- les patrouilles

a) Les visites de communes (Art. 52 du Sce Intérieur)

1) Buts : Les visites des communes ont pour but d'assurer :

- L'exploration méthodique et détaillée de la circonscription;
- La recherche et la constatation des infractions;
- la recherche du renseignement;
- L'exécution des ordres spéciaux.

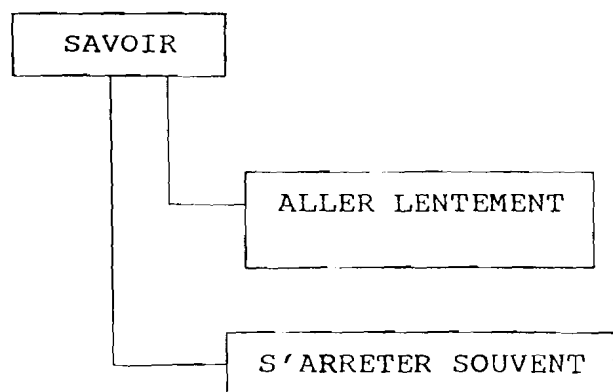
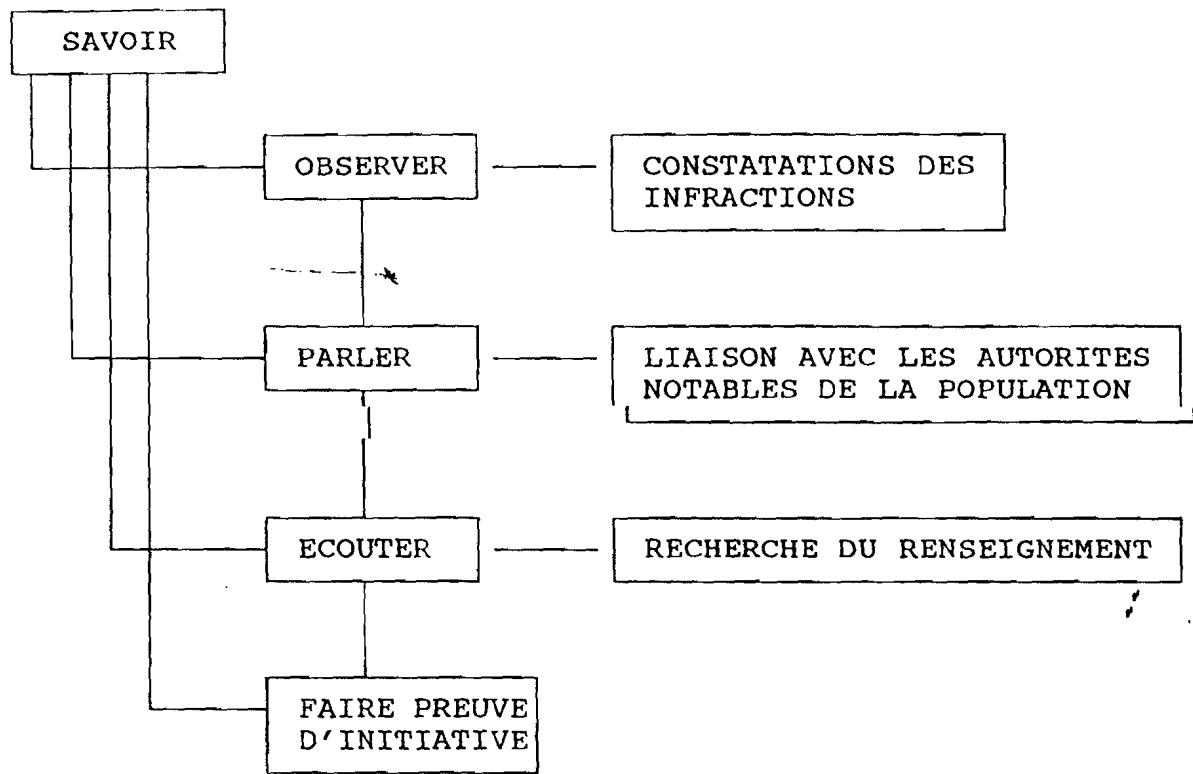
Il est évident que ces buts ne peuvent être atteints que si le personnel dispose de tout le temps nécessaire (durée : entre 11 et 6 heures)

2) Exécution du Service

Les visites des communes se font à l'allure lente c'est une condition sans lequel :

- Il n'est pas possible d'explorer et de surveiller efficacement le territoire
- On peut pas parvenir à connaître à fond, les gens et les choses de la circonscription.

Au cours de ce services, pour exercer correctement leur métier, les gendarmes doivent surtout :



SAVOIR

OBSERVER LA PLUS GRANDE CORRECTION DANS
LEUR TENUE, LEUR LANGAGE ET LEUR ATTITUDE
- PARTICULIEREMENT LORS DES CONTACTS AVEC LES
AUTORITES ET LA POPULATIONS

ROLE DES GENDARMES EN COURS DE SERVICE

Il est simple :

Il découle de la stricte observation des 5 principes suivants :

(1) Entrer en conversation avec les gens rencontrés

Leur demander s'ils n'ont rien appris qui puisse intéresser la gendarmerie or tent intéressé la gendarmerie

SAVOIR DONC ECOUTER

(2) Entrer en liaison avec les autorités locales

(Maire, Adjoint, Conseillers municipaux)

Avec qui il est nécessaire, chaque fois de faire un tour d'horizon dans tous les domaines et qui réservent toujours le meilleur accueil.

(3) Voir les fonctionnaires et agents communaux

qui sont génialement de très utiles agents de renseignements et des amis sincères de la gendarmerie.

(4) Explorer méthodiquement les lieux soulignés sur le bulletin de service.

Ce qui signifie qu'il faut s'arrêter et prendre de nombreux contacts avec les gens en somme faire une véritable petite enquête sur tous les points intéressant les lieux.

- Constatation des infractions
- Liaison avec les autorités notable et la population
- Recherche du renseignement

(observer, parler, écouter, faire preuve d'initiative)

Exemples:

Y-a-t-il du braconnage de pêche ou de chasse ?

Y-a-t-il de nouveau résidents ?

Les gens se plaignent -ils de quelque chose ?

Y-a-t-il des enfants malheureux ?

Rien d'anormal ne doit échapper aux gendarmes exploitent immédiatement le renseignement recueilli (initiative) si cela est nécessaire et préférable le notent pour rendre compte en fin de service au CB.

(5) Enfin exécuter les ^{ordres} ~~autres~~ spéciaux du bulletin de service

Les ordres spéciaux ne sont pas l'unique but de la visite de commune. Ce ne sont que des missions particulières exécutées à l'occasion du service externe.

Savoir Faire preuve d'initiative

Les gendarmes ne doivent pas hésiter, en cas de besoin à réclamer du renfort à la Brigade ou à modifier leur itinéraire pour aller constater un fait.

3) Compte rendu d'exécution

Dès la rentrée à la brigade, le gendarme Chef de Patrouille :

- Porte sur le bulletin de service l'heure de rentrée et les kilomètres parcourus;
- Complète en accord avec son camarade de service, les deux exemplaires du bulletin, en indiquant, en regard de chaque ordre spécial et dans la colonne réservée à cet effet, le compte rendu d'exécution succinct mais explicite. Enfin il remet au CB en l'accompagnant s'il y a lieu de toutes précisions orales utiles et en rendant compte des renseignements de tous ordre recueillis (mise à jour du dossier de circonscription)

INSTRUCTEUR MAJOR ZANGA BERTHE

SCE EN BRIGADE N°5

B/ LES PATROUILLES

But :

- Exercer de jour comme de nuit, de manière systématique en fonction des renseignements recueilli ou à rechercher, une surveillance particulière en certains points de la circonscription ou sur des itinéraires déterminés;
- assurer la surveillance nocturne de la circonscription.

Exécution du service :

Leur durée et leur fréquence sont fixées par le CB en fonction de leur objet et de la nature de la surveillance à exercer. Cependant chaque commune doit être vue, de nuit, au moins une fois par mois. Les patrouilles de nuit, au moins une fois par mois. Les patrouilles de nuit sont effectuées, au maximum, par deux militaires et si les effectifs le permettent par 3 ou 4 pour étendre et intensifier la surveillance.

Leur objet étant de recueillir des renseignements déterminés ou d'exercer une surveillance particulière, leur durée est généralement moindre que celles des visites de communes.

Rôle des Gendarmes

Comme pour la visite de communes la patrouille se fait à allure lente mais comme le personnel ne prend pas un contact systématique avec la population et les autorités, sa durée est plus brève.

Les patrouilles de nuit visent spécialement des surveillances particulières (débits de boissons, bal, maison habitées par des suspects) permettent la prise de contact avec certaines personnes (employés de gare, boulangers)

La traversée à pied des lieux où l'on veut exercer une surveillance discrète s'impose de nuit.

C) Les Services imposés

1) Définition :

Ce sont les services:

- exécutés en vertu d'ordres des chefs de l'armée (services spéciaux de police de la route, surveillance de points sensibles, barrages, etc..)

exécutés sur demande des autorités, enquête judiciaires, administratives, réquisitions.

résultant d'événement imprévu : incendie, crimes délits, accidents, secours, etc.....

Ces événements imprévus qui requièrent l'intervention de la gendarmerie sont parfois mineurs mais souvent graves et tragiques. Ils exigent toujours une intervention rapide qui doit être efficace. Ils imposent au CB en choix immédiat, une prise de décision très rapide pour faire agir sur le champ les moyens en personnel et matériel disponibles ou récupérables. Ces événements perturbent l'activité de l'unité et leur répétition devient parfois insupportable dans certaines brigade particulièrement-exposées.

2) Modalités d'exécution

Ce sont des services spécialement commandés par le CB qui ne peut en la matière exercer son initiative

D) Les Services mixtes

Définition : Les services mixtes comportent une part la surveillance limitée par des obligations plus ou moins importantes (remise de pièces, enquêtes...) ayant bien sus des répercussion sur la répartition :

- dans l'espace : nécessite d'envoyer le personnel dans les lieux où les enquêtes doivent être exécutées; le CB n'est plus libre de choisir le point d'application du service.
- dans le temps : nécessite de trouver les intéressés chez eux, hors des jours et heures de travail ouvrables.

Ce sont donc des services qui comportent à la fois une part de service d'initiative et une part de service imposé.

Modalités d'exécution

Sont exécutés dans les conditions prévue à la fois pour les services d'initiative et les services imposés. Si l'initiative du CB est restreinte celle des personnels en service peut et doit se manifester longuement.

E) Les Services divers

But : Les services divers ont pour but l'exécution de la mission n'entrant pas dans l'activité normale de la brigade ou dépassant le cadre de la circonscription de celle-ci

Nature :

- Déplacements (visites médicales, séance d'instruction à la compagnie, au groupement, réunion de CB ou de candidats divers à la compagnie)
- Escortes (ambulances, fonds, personnalités)
- Extraction de détenus;

- Participation à des services d'ordre (circonscription de la brigade ou extérieur, P.G.R.M, etc
- Transfèvements (Voir cours PJ)
- Tribunaux (Police à l'intérieur au moment des audiences)
- Transports de justice (reconstitutions diverses)

F) Caractères Communs au Service à l'extérieur

Exceptés les services divers qui font l'objet d'instructions particulièrement tous les services à l'extérieur présentent des caractéristiques communes.

1) Répartition du service

Entre les gendarmes

Le nombre et la durée des services à l'extérieur que doit effectuer par mois chaque militaire de la Brigade dépendent essentiellement:

- des caractéristiques propre à l'unité et de la circonscription (population groupée ou dispersée, terrain plat ou accidenté, effectif de l'unité)
- des charges diverses qui incombent à l'unité et à son personnel (Brigade de chef lieu, nombreux transfèrement....)
- des fonctions particulières exercées par certains militaires.

Dans l'espace par commune

Dans ce domaine aussi une très large confiance est faite au CB pour qu'il assure la surveillance la plus efficace possible avec les moyens dont il dispose et compte tenu de ses charges.

Chaque commune de la circonscription doit cependant être visitée 2 fois par mois au minimum de jour (visite de commune) et une fois de nuit (patrouille)

Dans le temps

Les heures de surveillance doivent être réparties sur toutes les heures de la journée et de la nuit.

Il faut éviter une périodicité trop régulière des services, savoir varier les itinéraires pour créer un certain "effet de surprise" Il faut également doser le service selon l'importance des communes.

2) Commandement

C'est le gradé ensuite le gendarme venant le premier dans l'ordre de subordination des gendarmes de l'unité qui assure le commandement du service externe. Au départ du personnel le chef de poste lui donne toutes les indications verbales

complémentaires utiles et répond aux questions qui pourraient lui être posées.

3) Effectifs

En principe les gendarmes marchent pas deux pour respecter en cas de nécessité le principe suivant :

"Force doit rester à la loi"

De même sauf nécessité absolue, les gendarmes ne doivent jamais se séparer. Il peut y avoir plus de deux gendarmes. Pour les missions simples et rapides (remise de pièces) a seul gendarme peut être employé.

4) Moyens

De locomotion (Pour mémoire)

Armement (Pour mémoire)

Documents à emporter

- Bulletin de service

- pièces diverses à remettre au concernant les enquêtes
- memento du gendarme
- memento des infractions à la Police de la route
- carnet timbre - amende
- carnet de déclaration

Matériel à emporter

Éventuellement, lorsque les nécessités du service l'imposent :

- la mallette de constatations, comportant notamment l'appareil de photo,
- Une machine à écrire (Commission rogatoire par ex.
- ~~Un repas~~ froid si le service est prévu de longue durée.

Tenue

Doit être strictement la même pour tout le personnel participant au service.

Est inspectée au départ par le CB.

Ne pas fumer au cours des interventions, police de la route, poste fixe, etc...

Une tenue brillante renforce le prestige de l'armée "relations publiques" (C'est sur l'attitude et la tenue qu'un homme est d'abord jugé.)

Conclusion

Les visites de communes constituent la base du service des brigades, c'est par elle que sera réalisée l'exploration méthodique du territoire, c'est au cours de leur exécution que le personnel pourra se livrer à fond à la recherche du renseignement. C'est enfin grâce à elle que les gendarmes connaîtront parfaitement les choses et les gens de leur circonscription. Mais ces services n'atteindront vraiment leur but que s'ils sont exécutés par un personnel connaissant bien son métier et sachant faire preuve d'initiative

Complétée par les patrouilles de jour et de nuit, elle permettent d'affirmer en tous lieux et en tout temps la présence de la gendarmerie. Même au cours de l'exécution des services imposés par les chefs ou les événements il importe d'insister sur l'esprit d'initiative du gendarme.

Grâce à l'emploi judicieux de ces différents services, les CB sont en mesure d'atteindre, en dépit des faibles effectifs dont ils disposent, les buts fixés à l'armée.

Major Zenga Berthe

Fiche Technique
Service en Brigade

LE FICHER DE RENSEIGNEMENT DE LA BRIGADE

Dans chaque Brigade il est
tenu

Un fichier
alphabétique de
renseignements

Un dossier chronologique
de renseignements

Un fichier des avis de
condamnation

I. LE FICHER ALPHABETIQUE DE RENSEIGNEMENTS

Le fichier alphabétique de renseignements rassemble sous forme de Fiches un certain nombre de renseignements permettant à la gendarmerie :

- de mieux connaître la population
- de mettre en commun l'ensemble des renseignements recueillis isolément.
- d'exécuter plus facilement des missions, notamment dans le domaine judiciaire.
- de satisfaire aux diverses demandes des administrations publiques et des particuliers (recherche dans l'intérêt des familles, remise de documents juridiques, administratifs, judiciaires, etc...)

NOTA : Il est interdit de porter sur ce fichier tout renseignement faisant état :

- soit d'origine raciale
- soit d'opinions politiques, philosophiques ou religieuses
- soit d'appartenance syndicale.

II. LE DOSSIER CHRONOLOGIQUE DE RENSEIGNEMENTS

Le Dossier chronologique de renseignements complète le Fichier alphabétique de renseignements. Il est constitué par des documents reçus aux fins de classement et la Tenue n'a pas pu être résumée dans les fiches du Fichier alphabétique.

Ces documents se rapportent aux personnes nées, résidant ou ayant résidé dans la circonscription de la Brigade.

Tout renseignement...

III. LE FICHIER DES AVIS DE CONDAMNATION PENALE

Ce fichier rassemble dans l'ordre alphabétique les avis de condamnation concernant les personnes nées ou domiciliées dans la circonscription.

Il contient exclusivement les renseignements suivants :

- Identité (nom, prénom, date et lieu de naissance, domicile)
- Nature du Jugement prononcé
- Tribunal l'ayant prononcé

Comment ?

a) Les passagers

Les Passagers nés au Rwanda

Où ? Contrôle auprès du Fichier Central

Comment ? Par radio, téléphone

Ce passager peut attirer défavorablement l'attention du fait :

- de son attitude
- de ses fréquentations (en compagnie d'individus surveillés par l'unité)
- de sa présence insolite au lieu de contrôle
- de son séjour ou de son paysage dans une zone soumise à surveillance spéciale

En conséquence, à la suite de l'identification d'un tel s'il est présent, ou par un représentant désigné. A défaut, vous pouvez opérer seul.

Après une reconnaissance rapide des lieux du corps du délit, le Directeur d'enquête répartit les missions dans le but d'assurer :

- les secours
- le service d'ordre
- la vérification d'identité
- la retenue de toute personne suspecte ou témoin utile.

1) Les secours

Si la victime est encore vivante, lui porter secours et prendre les dispositions pour faire assurer son transport à l'hôpital, auparavant, noter :

- sa position
- son attitude

2) Le service d'ordre

- . Empêcher les badauds et les curieux de pénétrer sur les lieux
- . Assurer la sécurité des personnes et des biens

3) La préservation des Indices : empêcher

- . toute destruction
- . toute modification des lieux
- . tout prélèvement des traces, indices ou objets

4) La rétention de toute personne suspecte ou témoin :

- . seul un OPJ peut prendre cette mesure

5) Vérification d'identité :

- . auprès du Fichier
- . de certaines brigades

Si une personne refuse de se prêter aux opérations d'identification vous devez en vertu (de la loi) la conduire devant l'OPJ qui rédigera un procès-verbal d'opposition à l'autorité légitime.

III. TRANSPORT SUR LES LIEUX DANS L'ENQUETE PRELIMINAIRE :

La préparation et les dispositions à prendre sont les mêmes que pour l'enquête de Flagrant Délit adapté aux circonstances et aux faits.

Cependant :

- Les perquisitions et saisies sont soumises à l'assentiment préalable de la personne chez laquelle doit avoir lieu la réquisition. Elles peuvent être effectuées sous l'assentiment exprès de la personne chez laquelle l'opération a lieu, lorsque la responsabilité de cette personne ne peut être recherchée dans l'infraction de recherches.

Ces fiches émanentdu Fichier Central

c) Tenue du Fichier

- s'assurer que la personne en cause fait l'objet d'une Fiche
- dans la négative, établir cette fiche et la faire vérifier selon le cheminement prévu
- compléter cette fiche en fonction de l'affaire traitée et des renseignements nouveaux

IMPORTANT :

Le fichier alphabétique et le dossier chronologique sont :

- des instruments de travail
- renferment des renseignements confidentiels à l'usage exclusif de la gendarmerie (secret professionnel)
- ils doivent se trouver à l'abri des indiscretions
- leur teneur n'a pas à être fournie à des organismes étrangers à la Gendarmerie et à plus forte raison à un particulier.

3) Action de la Brigade de la Dernière Résidence : au reçu de la fiche 24

- Si la personne a déjà été identifiée par cette Brigade du temps où elle résidait dans la circonscription il existe au fichier de cette Brigade une Fiche 24.

La Brigade

- Annote sa fiche 24 en portant la nouvelle adresse
- Renseigne le volet et la renvoie à la Brigade identificatrice
- Si la personne n'avait pas été déjà identifiée, la Brigade mentionne sur le volet "Rien à la Brigade" et le renvoie à la Brigade identificatrice.

Nouveau Résident né à l'Etranger :

La Brigade identificatrice établit une Fiche 25 et la transmet au Fichier Central. Cette dernière procède comme pour l'identification d'un nouveau résident né au Rwanda. Le Fichier Central conserve le volet de la Fiche 25 et renvoie la fiche à la Brigade identificatrice.

La Brigade identificatrice établit aussi un volet de la fiche 24 l'adresse à la Brigade de la dernière résidence qui procède alors comme pour l'identification d'un nouveau résident au Rwanda.

LES SERVICES A LA CASERNE

I. OBJET : Les services à la Caserne ont pour objet :

- d'assurer une permanence
- de constituer une réserve d'intervention
- d'entretenir le matériel et le casernement
- d'assurer l'instruction du personnel
- de satisfaire à des obligations diverses (surveillance personnes gardées à vue ou déposées dans la chambre de Sûreté, entretien du chien, etc ...)

Ces services sont commandés sur le cahier de service aux rubriques les concernant :

- gendarme de permanence et remplaçant
- premier à marcher (intervention)...
- services à la caserne

II. LE SERVICE DE PERMANENCE

a) But : Assurer une permanence à la Brigade et garantir ainsi l'intervention rapide de la Gendarmerie. Les bureaux sont normalement ouverts au public de 8h à 12h et de 14h à 19h mais toutes dispositions sont prises pour répondre sans délai aux demandes d'intervention ou de renseignements.

b) Désignation :

- Le gendarme de permanence est désigné chaque jour pour 24 heures; son service commence 1 heure avant l'ouverture des portes, et se termine le lendemain à la même heure. Un tour spécial est établi pour les dimanches et jours fériés.
- Le gendarme peut participer à des services à l'extérieur il est alors remplacé à son poste par un autre sous-officier également prévu au service.

c) Attributions :

- Se tenir en permanence à la disposition du C.B et répondre à tout appel en tenue de travail, sans arme.
- Ouvrir et fermer les portes aux heures fixées par le Commandant de Compagnie (Clef déposée au bureau de la Brigade) et appliquer les mesures de sécurité prescrites.
- Recevoir les personnes qui se présentent à la Brigade; si nécessaire conduire celles-ci au Chef de poste; dans tous les cas répondre aux demandes de renseignement ou viser les papiers présentés. (Ex. acquits pour transporteurs de boissons alcoolisées pendant les heures de fermeture des bureaux des contributions indirectes.)
- Recevoir et enregistrer les communications téléphoniques et les communiquer sans délai au C.B (dans les brigades résidences de la Compagnie, assurer le service du Central téléphonique).
- Participer aux travaux de bureau du C.B (mise à jour de la documentation par exemple).
- Assurer la bonne tenue et la propreté des locaux de service.

- De nuit : (fermeture des portes), répondre aux appels de l'extérieur, en armes et après avoir pris quelques précautions élémentaires (éclairage de la porte d'entrée et judas d'observation, ou fenêtre d'un étage).

Sauf exception (unités importantes au chef lieu de compagnie ou gendarme logé à l'extérieur), le gendarme de permanence ne couche pas au bureau mais dans son appartement. Un système de poste téléphonique portatif lui permet d'assurer la permanence au téléphone. Un système de renvoi lui permet aussi d'utiliser la radio.

d) Cas particuliers

Dans les grands centres, le service du gendarme de permanence peut être pris par demi-journée. Si les nécessités du service l'exigent et si les effectifs le permettent, deux (ou plusieurs) gendarmes peuvent assurer cette fonction, l'un d'eux étant plus spécialement chargé de la surveillance de la Caserne.

e) Le remplaçant

Il remplace le titulaire pendant ses absences (repas pour ceux qui logent hors caserne, services divers). C'est en général un gendarme désigné pour effectuer d'autres services à des heures où le titulaire est normalement à la Caserne.

III. LE GENDARME DE PREMIERE INTERVENTION OU PREMIER A MARCHER

a) But : Constituer une réserve immédiatement disponible en cas de besoin.

b) Désignation : La désignation d'un gendarme de première intervention n'est pas obligatoire. Elle est en fonction de l'effectif du poste et des éventualités auxquelles il pourrait y avoir à faire face.

c) Attributions : Comme le gendarme de permanence il doit pouvoir répondre à tout appel en tenue et sans armes. Il ne peut s'absenter de la Caserne sans autorisation. Il est désigné en priorité pour les services imprévus. Dans les unités importantes plusieurs gendarmes peuvent commandés "d'intervention".

IV. AUTRES SERVICES A LA CASERNE

a) Entretien des véhicules automobiles

Conducteurs des véhicules automobiles

Pour chaque véhicule, il est désigné 2 conducteurs : un titulaire et un suppléant. Ils ne doivent jamais s'absenter en même temps (permission, détachement).

En fait c'est insuffisant et quasiment tous les gendarmes titulaires du permis de conduire sont habilités à conduire les véhicules des unités.

Les conducteurs sont responsables de la conduite et de l'entretien des véhicules qui leur sont attribués.

- le gendarme au volant doit avoir le souci constant d'observer strictement les règles en vigueur relatives à la circulation. "Il doit être l'exemple qui passe".

- Cette responsabilité s'étend :

- à la tenue des documents de bord,
- à l'entretien des accessoires, garages, soute à carburant et ingrédients.

- le nettoyage sommaire et la remise en état du véhicule se font immédiatement après chaque sortie (pleins des réservoirs notamment). Les véhicules doivent être en effet prêts à repartir sans délai. Une séance d'entretien complet est prévue en principe chaque semaine (graissage, pression des pneus, etc...).

- Chaque fois que possible le conducteur assiste et participe aux réparations à l'atelier du groupement.

b) Les travaux d'entretien

1) But : Assurer la propreté des locaux communs (service et logement) des cours et des abords de la caserne.

2) Désignation : par le C.B sur le cahier de service.

3) Exécution

. Entretien quotidien : escaliers, couloirs, bureaux, abords immédiats, des bureaux et de la porte d'entrée. Est effectué chaque jour par un gendarme, généralement le gendarme de permanence, avant l'ouverture des portes. Dans les unités à gros effectifs, deux ou plusieurs gendarmes peuvent être commandés pour ce service.

. Entretien général : nettoyage à fond de tous les locaux communs, cours et abords, exécution de certains travaux de jardinage : massifs de fleurs, taille des arbres. Est effectué par tous les gendarmes du cadre actif et du cadre spécialisé, ainsi que par les secrétaires des officiers. Il est exécuté une fois par semaine, le samedi matin généralement. En fait le C.B. doit choisir le jour le plus approprié, en principe le plus calme de la semaine.

. Remarques :

1) Les bureaux des officiers et des secrétaires sont entretenus par les gendarmes secrétaires.

2) Les gradés n'effectuent pas les corvées.

"Le complexe du balayeur" Les gendarmes n'aiment pas faire les "corvées" qu'ils jugent incompatibles avec leur dignité. Mais il n'est pas prévu de femmes de ménage dans les Brigades et l'entretien quotidien ou périodique du casernement et du matériel est une nécessité ! L'entretien est donc exécuté à des heures "creuses", et en treillis, de façon à lui donner le maximum de discrétion.

c) Surveillance des personnes détenues à la chambre de Sûreté ou gardées à vue

1) But : éviter : - les évasions
- les suicides
soigner les malades

2) Exécution : de jour, le plus souvent par le gendarme de permanence et son remplaçant; de nuit, tour de ronde commandé par le C.B.

Remarques :

1) Les Commandants de Compagnie veilleront à ce que les chambres de Sûreté soient :
- munies de fermetures et barreaux solidement fixés
- aérés, mais non glacials d'hiver.

2) Tout individu déposé dans une chambre de sûreté doit être auparavant fouillé à fond, lui retirer en particulier tous les objets dont il pourrait faire un usage dangereux (couteaux, ceintures, lacets, ...)

3) Le C.B. définira avec précision, sur le cahier de service, le rôle des responsables de la surveillance, de façon à éviter une solution de continuité dans celle-ci.

d) Gros entretien du Casernement

Les crédits accordés pour l'entretien du casernement (peintures, réparations locatives diverses) ne permettent pas toujours de faire appel aux entreprises spécialisées. La plus grande partie de ces travaux est souvent réalisée par du personnel de l'armée quelque peu qualifié.

Le Commandant de la Compagnie doit donner son accord à cet emploi. Quoique non prévue par les textes, cette utilisation du personnel est courante quand elle ne gêne pas par ailleurs l'exécution du service normal.

e) Vacations radio, entretien du chien, rédaction des P.V.

Tous les services tel que vacation radio, promenade quotidienne du chien, etc. qui peuvent être exécutés dans une brigade sont à porter sur le cahier de son service. Ce document, en effet, doit être le reflet exact, complet et sincère de la vie de l'unité.

A noter que le temps passé à la dactylographie des P.V. doit être compté comme service.

Mais les gendarmes, surtout dans les brigades rurales, ont des temps morts dans l'exécution des services actifs. D'autre part, ils ne sont pas tenus d'être présents au bureau s'ils ne sont pas désignés comme plantons. Enfin après une affaire qui nécessite la rédaction d'un épais dossier le C.B, si les impératifs du service le permettent, laissera du temps libre aux intéressés pour permettre celle-ci dans les délais les plus brefs.

CONCLUSION

Les services à la caserne ne doivent pas être considérés comme des services secondaires, et les officiers, au cours de leurs inspections doivent leur apporter toute l'attention qu'ils méritent.

Ils sont le complément indispensable des services externes. En outre, de leur bonne exécution dépend pour une grande part l'opinion que le public se fait de la Brigade.

Major Zenga Berthe

Fiche Technique
Service en Brigade

LE CAHIER DE SERVICE

Rôle : - support des ordres de service
- instrument de raisonnement du service
- emploi du personnel dans l'espace et dans le temps
- document de présentation de l'activité de l'unité
- moyen de contrôle de l'exécution du service

Présentation - Composition

Le cahier de service se présente sous la forme d'une reliure à anneaux dans laquelle viennent prendre place divers documents :

- page de garde
- page journalière reçoit les ordres qui n'ont pas fait l'objet d'un B.S.
- tableaux récapitulatifs
 - . récapitulation du service dans l'espace dans le temps, entre gendarmes;
 - . service de police de la Route;
 - . contrôles et liaisons du C.B
 - . tableaux mensuels et annuels des services
 - . feuille de relève du kilométrage.

Emploi : Le cahier de service est tenu par le Chef de poste qui en est personnellement responsable.

Examen du cahier de service :

Le cahier de service est envoyé mensuellement au Commandant de Compagnie. Cet officier en cas d'observations importantes les porte immédiatement à la connaissance du C.B. Le Commandant de Compagnie communique ensuite les cahiers de service au Commandant de Groupement et les archive au retour à la Compagnie.

Les appréciations sur l'activité et la qualité du travail des Unités sont faites trimestriellement.

Les C.B en sont informés.

Major Zenga Berthe

Fiche Technique
Service en Brigade

LE CAHIER DE SURVEILLANCE

But : Le C.B doit faire exécuter à l'occasion de tous les services, des surveillances ou des vérifications particulières, intéressant le service de la gendarmerie sur un itinéraire fixé. Ces points sont évidemment très nombreux et il importe de n'en oublier aucun; d'où la nécessité de les répertorier à l'avance sur un document facile à consulter.

Par ailleurs, toutes les parties du Service ne présentent pas la même importance; certaines d'entre elles doivent être examinées plus souvent que d'autres.

Il est donc indispensable de prendre note des dates des vérifications effectuées.

Le cahier de service a donc pour objet de :

- rassembler le maximum de renseignements intéressants la circonscription
- garder une trace des différents contrôles et vérifications effectués;
- guider le C.B lorsqu'il commande le service
- offrir aux officiers un moyen d'assurer le contrôle de la surveillance.

En outre ce document doit permettre :

- la détermination des itinéraires en faisant apparaître les lieux non visités depuis un certain temps;
- la rédaction des ordres spéciaux en offrant une vue simultanée des surveillances à exercer et des vérifications effectuées;
- la connaissance rapide et complète des lieux et des gens par les commandants de Brigade successifs.

SERVICE EN BRIGADE

Instructeur : Major Zanga Berthé

Leçon n° : L'ADMINISTRATION A LA BRIGADE

Le Commandant de Brigade participe à la gestion de son personnel et a en compte le casernement et le matériel de son unité.

La responsabilité "Administrative" du CB est réduite à l'essentiel et exerce au profit du commandant de compagnie dans les domaines cités ci-dessus.

I. GESTION DU PERSONNEL

a) Modification de situation

Le CB porte à la connaissance des S.A.T du corps toutes les renseignements modifiant la position ou les droits à la solde des Gendarmes (mariages, naissances, décès, etc.)

b) Déplacement

- Les ordres de missions concernant les Gendarmes sont établis et certifiés par le BC qui peut établir lui-même ceux qui le concernent.
- Documents permettant le remboursement - des transfèrements - de l'indemnité kilométrique - de changement de résidence.

c) Habillement.

Les Sous-Officiers pourvoient personnellement et directement à la satisfaction de leurs besoins en effets d'habillement et d'équipement courants, et perçoivent une prime annuelle payée mensuellement avec la solde.

Le rôle du CB en la matière consiste à:

- Veiller à ce que son personnel ne porte que des effets réglementaires;
- Rendre compte au commandant compagnie des effets à proposer pour la réforme.
- Transmettre la demande d'indemnisation des Gendarmes en cas de détérioration.

- Veiller au maintien en état des effets d'équipements prêtés au personnel (motocyclistes, montagne, ect.)

II. Casernement

Le Rôle du BC en la matière consiste à:

- Assurer l'entretien (propriété des locaux et cours communs.
- Veiller à l'entretien normal des logements occupés par la personne.
- Rendre compte au Commandant compagnie des réparations à effectuer (programme d'entretien locatif)
- Etablir un certain nombre de documents:
 - . Procès - Verbal de remise du Casernement; signé contractoirement par le CB entrant et sortant, permet la prise en compte du casernement par le premier nommé.
 - . Etat de répartition des excédents d'eau.
 - . Etat des lieux à l'entrée et à la sortie de chaque occupant.
 - . Etat des sommes dues par l'Etat pour le chauffage et l'Eclairage des locaux communs.

Les droits en la matière sont déterminés par l'établissement d'un procès-verbal. Les factures d'Eclairage sont payées par le corps pour le chauffage, s'il s'agit d'installations indépendantes, le CB reçoit une allocation en espèces on adresse les factures d'achat de combustibles au corps.

- Contrôle et entretenir le matériel de protection contre l'incendie.
- Faire assurer le ramonaque annuel des cheminées et adresser les factures au corps.
- Il retient le fichier des fiches U.C (unités collectives)
- Pour l'armement, il tient un contrôle, mis à jour après chaque opération (l'armement individuel est en compte à la Brigade et ne suit pas le personnel dans ses mutations).

c) Utilisation des matériels

Les matériels sont distribués aux unités pourqu'elles t'en servent. Les CB doivent les utiliser à bon scient, en connaitre toutes les possibilités et les limites, et, en raison de leur valeur d'achat qui en rend souvent le remplacement difficile, en assurer le meilleur entretien possible.

III. Prescriptions Diverses

a) Carburant est fourni aux Brigades

Le carburant est fourni aux brigades:

- Soit par la Compagnie alimentée elle-même par le S.E.A. (Service des Essences des Armées).
- Soit directement par le Secteur civil, à la suite de convention passées entre la Direction de l'Arme et les Sociétés Shell et Total.

b) Primes gratifications - Parts d'amende

Un certain nombre d'opération ressortissant au service de la Gendarmerie, donnent lieu à l'attribution de gratification, de primes en parts d'amendes de la part des administrations publiques.

- Arrestations en captures (déserteurs, insoummis, militaires évadés ou en état d'absence illégale, condamnés évadés, mise à exécution de certains mandants, contraintes par corps).
- Découverte de véhicules volés.

N R. Les militaires logés par l'Etat ne sont pas obligés de contracter une assurance, mais ils doivent signer l'engagement de renoncer à tous recours contre l'Etat en cas d'incendie de leur mobilier et de leurs effets personnels.

- Tenir à jour le dossier de casernement de la brigade qui comporte:
 - . le plan de la caserne
 - . l'état descriptif et l'état des lieux détaillé
 - . l'état chronologique des réparations
 - . copies des pièces relatives au casernement de la brigade.

IV. MATERIEL

a. Le procès-verbal de prise en compte:

A sa prise de commandement le commandant de brigade inscrit sur le procès-verbal de passation de consignes la remise des matériels que lui confie son prédécesseur.

Les manquants et-avaries d'ont l'objet d'un procès-verbal de perte ou de détérioration.

La remise du matériel entre deux détenteurs est effectuée en présence du commandant de compagnie ou de son adjoint.

b. La comptabilité du matériel à la brigade

Le matériel mis en service par le corps est suivi en inventaire particulier à l'échelon compagnie. Le commandant de brigade est donc responsable du matériel mis à sa disposition devant le commandant de compagnie:

- il dispose d'un inventaire du matériel en service tenu à jour avec les ordres de mouvement justifiant les entrées et sorties,
- retient un contrôle spécial (fiches individuelles) du matériel affecté individuellement,
- constatations d'infractions (chasse, pêche, contributions indirectes, douanes, contrôle économique),

Les conditions d'attributions des diverses primes, leurs taux et leurs modalités d'encaissement varient avec chaque administration. Il appartient au commandant de brigade d'établir les dossiers nécessaires car ces sommes ne sont pas automatiquement délivrées aux intéressés. Par négligence, une part importante en est perdue chaque année.

La répartition de ces sommes est la suivante, en principe:

- 50% aux militaires non officiers intéressés
- 50% au service social (et à la maison

c. Dons - Rémunérations

Certaines personnes désirent reconnaître les services rendus à la gendarmerie par des dons. Ceux-ci doivent être auparavant acceptés par le chef de corps (jusqu'à 50 fr) ou le ministre.

La répartition en est faite selon le vœu du donateur ou la décision du chef de corps ou du Ministre.

Il importe de retenir que les militaires de l'Arme ne peuvent les accepter directement pour eux ou leurs subordonnés.

A noter aussi que cette rémunération pour les services rendus ne doit pas être confondue avec la tentative de corruption de fonctionnaire.

d. Nourriture des personnes détenues à la brigade

Pour ceux qui ne paient pas eux-mêmes leur nourriture, une convention est passée avec un restaurateur. Le prix des repas ne doit pas dépasser 50% de la prime d'alimentation de la troupe. Le commandant de brigade établit un état mensuel qu'il adresse, avec les factures, au chef de corps.

e. Taxes télégraphiques et téléphoniques

Les relevés des PTT vérifiés et visés par le commandant de brigade sont adressés au Corps avec les états justificatifs. Ces états comportent la liste des personnels ayant été autorisés à utiliser le téléphone pour des communications privées. Ceux-ci en assurent le remboursement au Corps.

V. CONCLUSION

L'administration du personnel et du matériel, quoique simple, exige la rédaction de nombreux papiers, états, comptes rendus, etc. Parfois d'aspect fastidieux, cette question doit être considérée avec sérieux, car elle entraîne les bonnes conditions matérielles de vie et de travail du personnel, à une influence profonde sur son moral et, en définitive, est en relation directe avec l'efficacité de la brigade.

ON NE COMMANDE BIEN QUE CE QUE L'ON CONNAIT BIEN

LA DETENTION PREVENTIVE ET LES DROITS DE L'HOMME

Auteur : Dr. Ligia Galvis O.

*Toute personne soumise à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement est traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine
(Pacte des Droits Civils et Politiques, article 10)*

Dans les régimes démocratiques, l'administration de la Justice est une des fonctions primordiales de l'Etat. Sa finalité est de garantir l'équité et l'égalité dans l'application de la loi dans la solution des conflits entre les particuliers, et d'assurer l'établissement d'une sanction à l'égard de ceux qui se trouvent en situation de transgression de la loi. L'accomplissement de cette fonction doit se réaliser selon des normes substantives et des procédures pré-établies.

L'exercice de cette fonction est un processus qui se réalise en plusieurs étapes suivant les formalités établies par le système juridique mis en place dans le pays concerné. Ce processus se déclenche lorsqu'une personne se met en rapport avec l'Etat à cause d'un comportement qui va à l'encontre de l'intérêt soit d'un particulier, soit de la société en général. Si le préjudice résultant de ce comportement, relève de l'intérêt des individus considérés de manière particulière, l'initiative de rétablissement des droits correspond à celui qui se considère affectés dans sa personne ou ses biens. Si, par contre, c'est l'intérêt de la société qui est l'objet d'une violation quelconque, celle-ci et l'Etat doivent prendre les mesures nécessaires pour parvenir au rétablissement des droits, identifier les responsables et déterminer les sanctions suivant la loi et les procédures établies.

C'est dans le rapport qui s'établit entre l'individu et l'Etat en raison d'un comportement nuisible à la société et possible d'une sanction établie par la loi, que la question des droits de l'homme se pose. Car la limite à l'exercice de l'autorité de l'Etat n'est autre que le respect de la personne et de ses droits. C'est alors la responsabilité de l'Etat de veiller à ce que ses représentants accomplissent leurs devoirs dans cette perspective. L'Etat a aussi la responsabilité d'informer la population sur les droits qui l'assistent en tant qu'être humain et des garanties établies par la loi pour la protection de ces droits.

La fonction de l'Etat est aussi de protéger les personnes contre les violations de ses droits et de leur garantir la sécurité de leur personne et de leurs biens. Ceci parce que la sûreté de la personne et la protection de la loi sont des droits de tout être humain et c'est en vertu de ces prérogatives que la responsabilité de l'Etat trouve son fondement. En effet, l'administration de la justice est une des formes de protection de la personne car le processus étant défini préalablement par la loi, celle-ci assure l'égalité et un traitement juste et équitable dès les démarches initiales de détention préventive jusqu'à la dernière action conduisant à la libération définitive ou à l'accomplissement de la peine dans un établissement pénitentiaire.

L'administration de la justice comprend différentes étapes qu'il convient de préciser car chacune entre elles demande l'intervention des fonctionnaires spécialisés. Dès la connaissance des faits jusqu'au prononcement de la sentence définitive, plusieurs représentants de la loi doivent exercer une autorité se rapportant à l'individu traduit devant la justice. Dans chaque étape du procès, la personne est titulaire des droits que méritent la protection de ceux qui ont la faculté d'exécuter les lois. L'action de la justice se déclenche à partir du moment où les autorités sont saisies des faits pouvant être considérés comme des infractions méritant l'intervention de la loi. Le fonctionnaire responsable de cette première démarche est le gendarme.

A travers le gendarme l'Etat met en oeuvre son action afin de veiller à la sécurité de toutes les personnes se trouvant sous sa juridiction et les protéger contre toute forme de discrimination devant la loi. Parmi ses fonctions, il est aussi chargé d'assurer la présence de l'individu présumé responsable d'avoir commis une infraction, devant la loi. Il exerce cette fonction à travers la réception de la plainte, la réalisation de l'enquête préliminaire et si nécessaire, la détention préventive du suspect. Pour ce faire le gendarme possède des instruments établis par la loi, qui lui permettent de garantir que son action sera effective mais respectueuse de la personne. Ce sont les garde-fous juridiques que représentent la garantie des limites et en même temps les possibilités d'exercice de l'autorité avec efficacité sans porter préjudice au suspect.

Ces garde-fous juridiques ne sont autre chose que les moyens de protection des droits de l'homme consacrés dans la Charte des Droits de l'Homme, lesquels sont aussi prévus par la charte comme les garanties essentielles pour la protection des droits de la personne face à l'administration de la justice.

La connaissance de ces garanties et de tous les droits consacrés dans la Charte des Droits de l'Homme par le gendarme est aussi une garantie pour l'accomplissement des buts de l'exercice de son autorité.

L'objectif de la présente brochure est de mettre à la disposition des élèves, quelques éléments de réflexion sur la législation internationale des droits de l'homme et de rendre sa connaissance plus accessible de telle manière qu'il puisse avoir une guide d'action lui permettant de faire une synthèse équitable entre le respect des droits de la personne et l'exercice de l'autorité que la loi lui confère. Dans l'accomplissement de son autorité, le

gendarme doit aussi être un éducateur car il doit donner aussi toute l'information nécessaire à la population en général et à la personne soumise à une détention préventive à propos des droits que la loi lui accorde et des droits consacrés dans la Charte des Droits de l'Homme et dans les instruments spécifiques concernant l'administration de la justice.

Les thèmes développés commencent par une brève définition de l'être humain et ses attributs, ensuite nous feront une présentation de la Charte des Droits de l'Homme et les droits y consacrés, ainsi que les instruments internationaux relatifs à l'exercice de l'autorité du gendarme.

L'ETRE HUMAIN ET SES ATTRIBUTS

L'histoire de l'humanité peut se manifester comme étant le chemin vers la définition universelle des attributs essentiels de l'être humain et la considération de ceux-ci comme étant le fondement de la culture des droits de l'homme. Ces attributs sont: la dignité, l'égalité et la liberté et la responsabilité.

La dignité est le respect de soi, elle est la reconnaissance que toute personne a de soi même, de ses qualités en tant que personne et de la valeur qu'elle s'accorde par le fait d'être un être humain simplement. La dignité considérée comme attribut fondamental de la personne, est une valeur universelle et propre de l'être humain. Il n'est pas un prédicat exclusif d'un groupe ou d'une famille ou d'une personne. C'est un attribut qui relève de la personne par le fait d'être un composant de l'espèce humaine.

L'universalité de la dignité fait que la reconnaissance d'autrui comme appartenant à l'espèce, nous oblige à reconnaître en lui sa dignité. Car ma revendication de ma dignité implique la reconnaissance de la dignité de l'autre. Or, le respect que j'ai de ma personne et la reconnaissance que j'ai de l'autre comme étant mon interlocuteur me conduisent à respecter l'autre dans sa dignité au même titre que la mienne.

La dignité nous mène à la reconnaissance de moi en tant que sujet des droits et des devoirs aussi bien envers moi que d'autrui en tant qu'ayant les mêmes droits et devoirs que les miens. C'est l'acceptation de l'universalité de la dignité que nous mène à la compréhension de l'égalité comme étant un attribut de l'être humain. Par ce fait, l'égalité est l'acceptation de l'autre comme étant mon semblable, et mon interlocuteur, celui avec qui je peux entamer un projet de vie en commun ou avec qui je peux ne pas être d'accord dans les idées, et les sentiment, sans que pour cela on doit se nier l'un l'autre.

L'égalité nous permet de consolider l'unité de l'espèce et de développer le sentiment communautaire et solidaire. Par ce fait, nous agissons envers l'autre de la même manière que nous demandons de se comporter à l'égard de notre propre personne. Pour cette raison aussi, nous nous adressons à l'autre à travers la parole pour communiquer nos impressions, nos expériences et nos conceptions du monde et de la vie. L'égalité est un attribut essentiel de l'être humain parce qu'elle nous permet de ne pas être seul dans l'univers. La communication nous met en présence d'autrui comme notre partenaire à part entière de la vie et de nos projets.

Cette rencontre se fait en liberté, car elle est le produit de la mise en commun des projets de vie conçus selon les besoins et les désirs provenant de l'intimité de la conscience. La liberté est la possibilité de choisir le mode de vie selon des buts propres, choisis dès la perspective individuelle ou collective sans contrainte. La liberté c'est la possibilité que chaque individu a de déterminer son comportement sans d'après son entendement et sans être obligé par une volonté différente de la sienne. La liberté suppose que la personne doit gérer son destin en total indépendance. Ceci conduit à l'autonomie de l'être humain en tant qu'être libre. C'est à dire que l'individu réclame la possibilité d'être acteur et auteur de son propre destin, de ses projets et de la réalisation des actions conduisant à l'accomplissement desdits projets.

L'autonomie dès la perspective des peuples est la possibilité de la libre détermination. Elle est le fondement de l'indépendance de tous les peuples et de l'égalité des Nations Grandes et Petites tel que l'affirme le préambule de la Charte de Nations Unies.

La liberté dans le contexte du principe de l'égalité de tous, suppose la capacité de tous d'agir en conséquence sans nuire la liberté de l'autre. Ce qui veut dire que, en vertu de la reconnaissance d'autrui, comme étant mon égal, je reconnais en même temps qu'il est aussi un être libre, avec la même

possibilité d'agir sans contrainte. Ceci nous conduit à la question de la limite de la liberté. La seule limite à la liberté de quelqu'un c'est l'exercice de la liberté de l'autre. Cette limite s'exprime dans la loi. La loi est la limite de la liberté mais en même temps elle est la possibilité de son exercice. La loi est à la fois limite et possibilité parce qu'elle montre de quelle manière les personnes parviennent à vivre ensemble ayant pour seule contrainte l'autorité de la loi.

Finalement, il est aussi propre de l'être humain de par son essence, d'être responsable. La responsabilité est la possibilité de se montrer comme acteur de son projet de vie. De cette façon il peut réclamer les conséquences de ses actes. l'exercice de la liberté suppose la conscience de la responsabilité. Cette conscience peut rendre possible un comportement véritablement libre, c'est à dire, agir sans contrainte tout en acceptant les conséquences de mes actes et que l'autre égal à moi doit aussi se comporter de la même manière.

LES DROITS DE L'HOMME DANS LE SYSTEME INTERNATIONAL

LA CHARTE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME

Les attributs de l'être humain sont les fondements des droits de l'homme et des libertés fondamentales. En effet, tous les droits et libertés consacrés dans la Charte des Droits de l'Homme sont l'expression en postulats normatifs de ces attributs. Pour cette raison, l'article 1° de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme affirme: "Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité".

La Charte des Droits de l'Homme est l'ensemble d'instruments concernant les droits, les libertés fondamentales, les garanties de réalisation de ces droits et les Organes de suivi. Elle est composée d'instruments avec un statut juridique différent; la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, adoptée et proclamée par l'Assemblée des Nations Unies le 10 décembre 1948, contient les postulats fondamentaux qui se dégagent de la considération de l'être humain comme étant libre et égal en dignité et en droits. Elle n'a pas une force obligatoire à caractère juridique, mais sa force morale indiscutable a l'avantage de son universalité, car elle est un guide pour tous les Etats en matière de principes universels relatifs à la personne, à ses droits et à ses

libertés.

Sa force provient du contenu et de l'évidence de ses principes, car ils appartiennent à l'essence même de l'être humain. Toutes les cultures en quelque sorte, fondent leurs rapports sociaux sur les attributs fondamentaux de l'être humain. Elles leur donnent des critères de valeurs différents et c'est de ce fait que proviennent les inégalités et les éléments discriminatoires. Mais en tant que valeurs universelles il est difficile de passer au-dessus de ces mandats. Les principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme sont des recommandations adressées à tous les Etats dans le but de les inviter à prendre ces postulats comme modèle à suivre dans les rapports entre les individus et l'Etat.

L'acceptation de ces recommandations permet aux Etats de construire une démocratie basée sur la culture des droits de l'homme et des libertés fondamentales tout en exerçant une autorité respectueuse de la personne et de ses attributs, car la reconnaissance des êtres humains comme étant libres et égaux en dignité et en droits ne comporte pas la négation de l'autorité. L'autorité doit se comprendre en deux sens, en tant que détermination des limites et en même temps, comme ouverture des possibilités de réalisation de l'action individuelle et collective. La considération simultanée des limites et des possibilités de réalisation de l'action permet de considérer l'autorité comme l'élément pédagogique par excellence dans tous les rapports sociaux et tout particulièrement du rapport entre l'individu et l'Etat. Ce sens de l'autorité permet de mettre en oeuvre les principes des droits de l'homme et des libertés fondamentales avec la responsabilité propre à l'exercice du pouvoir et avec celle des individus dans l'exercice de leurs droits et libertés.

La Charte comprend aussi le Pacte des Droits Economiques, Sociaux et Culturels et le Pacte des Droits Civils et Politiques, adoptés par l'Assemblée des Nations Unies le 16 décembre 1966. Le premier est entré en vigueur le 3 janvier 1976 et le second le 23 mars de la même année. Il est dit que les Pactes sont entrés en vigueur parce qu'ils sont des instruments avec un statut différent de la Déclaration. En effet, ils sont des accords conclus entre plusieurs Etats qui les ont négociés à l'initiative de l'ONU. Dès qu'ils ont été approuvés les participants les signent et les ratifient et à partir de ce moment, ils deviennent obligatoires pour les Etats parties. Les Etats non participants à la négociation peuvent accepter leur autorité en vertu d'un acte d'adhésion.

Les Pactes ont une force juridique qui les rend obligatoires pour les Etats parties. Ils n'ont pas une autorité pour ceux qui ne le ratifient pas. Cette

condition a l'avantage de son caractère exigible parce qu'ils comportent des engagements de la part des Etats afin de mettre en oeuvre leurs mandats. Sa force obligatoire rend fautifs les Etats qui ne les suivent devant les autres Etats et devant l'Organe de suivi établit lorsqu'il existe. Mais cet avantage restreint son champ d'application et son universalité car ils ne sont applicables qu'aux Etats parties, c'est-à-dire, à ceux qui les ont ratifiés.

Finalement, la Charte est composée de deux Protocoles du Pacte de Droits Civils et Politiques: Le Protocole concernant la possibilité accordée aux individus de porter plainte devant le Comité des Droits de L'Homme toutes les fois que leurs droits sont bafoués, adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 16 décembre 1966 et entré en vigueur le 23 Mars 1976, et le Protocole II visant à l'élimination de la peine de mort, adopté par l'Assemblée des Nations Unies le 15 décembre 1989. Il n'est pas encore entré en vigueur parce qu'il n'y a pas encore dix Etats qui l'ont ratifié ou adhéré, suivant ce qui est dit dans son article 8.

ENSEMBLE DES DISPOSITIONS CONTENUES DANS LA CHARTE INTERNATIONALE DES DROITS DE L'HOMME.

La Charte des Droits de l'Homme contient les principes fondamentaux signalés dans l'article premier, les droits et libertés fondamentales et les garanties minima nécessaires pour son accomplissement. La Déclaration établit les énoncés universels et les Pactes développent ces énoncés de manière plus explicite qui concernent les engagements que les Etats adoptent par le fait de leur ratification ou adhésion. Les deux Pactes contiennent deux articles communs qui consacrent le principe de la libre détermination des peuples, et l'égalité du droit entre l'homme et la femme pour bénéficier de tous les droits économiques, sociaux et culturels et des droits civils et politiques. Par la suite, nous allons exposer l'ensemble des droits et libertés fondamentales consacrés dans la Charte.

Les libertés Fondamentales

La liberté est un attribut de la personne et à ce titre elle lui appartient de par son essence. Or la liberté étant un attribut, la Charte en fait aussi un droit afin qu'elle devienne aussi une prérogative que l'on peut revendiquer à tout moment. Dans ce sens elle est consacrée dans l'article 3 de la Déclaration et l'article 9 du Pacte des Droits Civils et Politiques. Jouir de la liberté est propre à l'être humain, mais c'est aussi une exigence qui émane d'un droit que toute personne doit interposer et que tout Etat et toute personne doit respecter. La limite de la liberté est la liberté et la dignité d'autrui.

En tant qu'attribut de l'être humain, la liberté se manifeste comme une unité se référant à la personne. En tant qu'exercice elle comprend une diversité que la Charte définit comme les libertés fondamentales. Elles sont:

La liberté de Conscience. La conscience est la faculté de l'être humain de connaître sa propre réalité, et de juger selon ses propres critères. La liberté de conscience est la capacité de toute personne d'agir selon cette connaissance intérieure et son propre capacité de juger si l'action s'accorde avec les principes recteurs de sa conscience et de sa morale. Nul ne peut être contraint à agir contre sa conscience. L'ordre provenant d'une autorité supérieure ne peut pas être invoquée comme raison valable afin d'aller à l'encontre de la conscience. La liberté de conscience est à la base de l'exercice de toutes les libertés parce que finalement la pensée, l'opinion, la croyance, la religion, etc., relèvent de l'action d'une conscience bien fondée. Art. 18 de la Déclaration et le même du Pacte des Droits Civils et Politiques.

Libertés de Pensée, d'Opinion et d'Expression. Ces libertés relèvent de la faculté de l'être humain d'exercer la réflexion, d'exprimer ses idées et de manifester ses opinions. Elles permettent le développement de la créativité, de l'imagination et de l'expression aussi bien orale qu'écrite. De cette ensemble de libertés découlent la liberté de donner et de solliciter l'information et la liberté de la presse. Personne ne peut limiter l'exercice de ces libertés si ce n'est que pour des raisons légitimes provenant de la nécessité de rétablir l'ordre public perturbé. Art.18 de la Déclaration et art. 19 du Pacte des Droits Civils et Politiques.

Libertés de Croyance, de Religion et de Culte. Elles découlent de la liberté de conscience. S'adressent à la faculté de l'être humain de croire et orienter ses croyances selon sa conception du monde. Cet ensemble de libertés implique la liberté d'avoir ou d'adopter la religion ou la conviction de son choix, de

manifester ses convictions en publique ou en privé, de manière individuelle ou collective. Ces libertés ne peuvent être l'objet des restrictions que dans le cadre prévu par la loi et quand il y a une nécessité du maintien de la sécurité, de l'ordre et de la santé publique, de la morale ou des libertés fondamentales et les droits d'autrui. Art.18 de la Déclaration et 19 du Pacte de Droits Civils et Politiques.

Libertés de Réunion et d'Association. Cette liberté est consacrée dans la Déclaration en tant que liberté et dans le Pacte des Droits Civils et Politiques comme les droits de toute personne à la réunion pacifique et de s'associer librement avec d'autres personnes. La liberté syndicale est une des modalités de la liberté d'association; elle est la prérogative des travailleurs de s'associer pour défendre leurs intérêts. Art. 20 de la Déclaration et 21- 22 du Pacte des Droits Civils et Politiques.

Autres libertés consacrées par la Charte s'adressent à la liberté de circulation exprimée comme le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat, ainsi que le droit de quitter tout pays et de revenir dans le sien. Art. 13 de la Déclaration et 12 du Pacte des Droits Civils et Politiques. La liberté de choisir son travail, de libre développement de sa personnalité, art. 22 de la Déclaration, et de la participation libre dans la vie culturelle, art.27 de la Déclaration.

Tel qu'il a été signalé ci-dessus, l'exercice des libertés établies dans la Charte ne peuvent être l'objet des restrictions que celles établies par la loi et qui sont nécessaires dans les sociétés démocratiques seulement dans l'intérêt de la sécurité publique, de l'ordre public, pour protéger la santé ou la moralité publique ou les droits et les libertés d'autrui. Il est aussi important de souligner la disposition de l'article 20 du Pacte des Droits Civils et Politiques selon lequel il est interdit de faire de la propagande en faveur de la guerre, tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse conduisant à

la discrimination, à l'hostilité ou à la violence. Cette disposition constitue aussi une limitation que la loi doit imposer à l'exercice des libertés, spécialement aux libertés d'expression, d'opinion et d'information.

Les Droits Consacrés dans la Charte Internationale des Droits de l'Homme

Les droits consacrés par la Charte assurent la détermination de la protection de la personne dans tous les domaines de sa vie aussi bien au niveau

individuel, social et politique, que dans ses rapports avec l'administration de la justice. Ces droits constituent une unité composée des droits civils et politiques et des droits économiques, sociaux et culturels. A l'issue de la Conférence Mondiale des Droits de l'Homme tenue à Vienne en 1993, cette unité a été énoncée afin de manifester l'interrelation existante entre les deux Pactes. Cette unité est composée des droits suivants:

Droits concernant la Personne en tant que telle

Le droit à la vie et à l'intégrité physique, psychique et morale est inhérent à la personne humaine, art.3 de la Déclaration et Art. 6 du Pacte des Droits Civils et Politiques. Il est le point de départ de tous les droits de l'homme. La reconnaissance de ce droit constitue la possibilité d'exercice de tous les autres droits consacrés par la Charte Internationale des Droits de l'Homme. Le droit à la vie implique la préservation de l'intégrité physique, psychique et morale. Ceci veut dire qu'avoir le droit à la vie est non seulement avoir le droit à l'existence mais aussi et de manière essentielle, le droit à la conservation du corps et de l'esprit dans un état de normalité permettant de garantir la continuité de la vie et du développement de la personnalité dans l'intégrité de son être physique, psychique et morale.

Afin de garantir le droit à la vie, la Charte établit des prohibitions concernant des actes qui vont à l'encontre de la jouissance de la vie dans son intégrité. Ainsi, l'article 6 du Pacte des Droits Civils et Politiques interdit la privation arbitraire de la vie, l'art. 7 consacre la prohibition de la torture et autres peines ou traitements cruels inhumains ou dégradants, et l'art. 8 interdit l'esclavage, la traite d'esclaves sous toutes les formes, la servitude et les travaux forcés ou obligatoires et l'art. 9 établit la prohibition de l'arrestation ou détention arbitraires. Les mêmes interdictions sont consacrées par les articles 4, 5 et 9 de la Déclaration.

La sécurité de la personne est aussi un droit de l'individu dont découle l'obligation de l'Etat de garantir la sûreté de la population à travers des systèmes de protection efficaces et respectueux de la personne. C'est un droit consacré par l'art. 3 de la Déclaration et 9 du Pacte des Droits Civils et Politiques. De ce droit dérive aussi le droit à la Protection de la loi. Toutes les personnes sans aucune distinction ont le droit à une égale protection de la loi et à une égale protection contre toute discrimination notamment de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique et de toute autre forme d'opinion, d'origine nationale, ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation. Pour accomplir cette fin la loi doit interdire

formellement toute discrimination. Il a été ainsi établi dans les Articles 7 de la Déclaration et 26 du Pacte de Droits Civils et Politiques.

Toute personne a droit à avoir une nationalité tel qu'il est établi dans l'article 15 de la Déclaration. Afin de mieux garantir ce droit, les Nations Unies ont approuvé la Convention sur la réduction des cas d'Apatride. De la même façon, selon les arts. 6 de la Déclaration et 16 du Pacte des Droits Civils et Politiques, toutes les personnes ont droit à la reconnaissance de leur personnalité juridique. Ce droit permet à l'individu devenir sujet des droits et des obligations devant la loi.

Un ensemble des droits concernant la personne représentent les prérogatives des individus de jouir de l'intimité, ce qui veut dire, selon les arts. 12 de la Déclaration et 17 du Pacte des Droits Civils et Politiques, que l'espace de la vie privée de la personne, sa famille, son domicile, sa correspondance, son honneur et sa réputation doit être protégé par la loi. Le droit d'asile est aussi une autre prérogative de l'individu lorsque, en raison de la persécution subie dans son pays il est obligé de s'expatrier.

Selon les articles 22, 24, 25 et 26 de la Déclaration et 7 alinéa des articles 9, 12 et 13 du Pacte des Droits Economiques Sociaux et Culturels, les personnes ont aussi le droit à l'éducation en vue de garantir le plein épanouissement de la personnalité, de la dignité et du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. L'enseignement doit être gratuit et obligatoire au niveau primaire, généralisé au secondaire. et rendu accessible au niveau supérieur. Le droit à la Santé est aussi une prérogative sociale que tous les Etats parties au Pacte des Droits Economiques, Sociaux et Culturels doivent garantir à toute personne et à sa famille. Il comprend aussi la possibilité d'une alimentation adéquate, vêtement, logement, soins médicaux et les services sociaux nécessaires. La maternité et l'enfance ont droit à une assistance spéciale. De la même manière, toutes les personnes ont droit à la sécurité sociale, au repos et aux loisirs.

Les droits à la participation constitue aujourd'hui un aspect essentiel de la démocratie. Elle comprend tout d'abord la participation politique consacrée par les articles 21 de la Déclaration et 25 du Pacte des Droits Civils et Politiques. Ce droit comprend la faculté de l'individu de prendre part à la direction des affaires publiques. Il a la possibilité d'élire et d'être élu au cours des élections et d'accéder aux fonctions publiques dans des conditions d'égalité. La participation politique est le droit politique fondamental dans la démocratie. Toute personne a aussi le droit de participer librement à la vie culturelle, à

jouir des arts et à participer au progrès scientifique de la société, selon les postulats établis dans les articles 27 de la Déclaration et 15 du Pacte des Droits Economiques, Sociaux et Culturels.

Finalement, du point de vue de la personne, la Déclaration dans son art. 28, établit que tout individu a le droit à un ordre social et international tel que les droits et libertés puissent y trouver leur pleine réalisation.

Droits Concernant la Famille

De point de vue de la famille, l'article 16 de la Déclaration consacre le droit de l'homme et de la femme sans aucune restriction due à la race, la religion ou la nationalité, de se marier et de fonder une famille, à partir de l'âge nubile, c'est-à-dire dès qu'ils sont aptes à se marier et à avoir des enfants. Les époux ont les mêmes droits au regard du mariage, durant le mariage et lors de sa dissolution et jouissent du libre consentement pour conclure le mariage. Le même article et le 10 du Pacte de Droits Economiques, Sociaux et Culturels accordent une attention spéciale à la famille, notamment aux mères avant et après la naissance, aux enfants et adolescents.

Les mêmes articles et le 24 du Pacte des Droits Civils et Politiques demandent aux Etats d'accorder une attention spéciale aux enfants. Ils doivent être protégés contre l'exploitation par le travail. Selon cet article, tout enfant sans aucune distinction, a le droit de la part de famille, de la société et de l'Etat, aux mesures de protection que sa condition de mineur demande, spécialement à avoir un nom et une nationalité. Afin de faciliter la tâche des Etats, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté plusieurs instruments internationaux relatifs aux droits de l'enfant, tels que la Déclaration des Droits de l'Enfant, la convention portant le même titre et l'ensemble des règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la Justice pour mineurs (Règles de Beijing) et les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de la liberté.

Toute personne a aussi droit à un niveau de vie suffisant pour assurer son bien-être et celui de sa famille. Celui-ci concerne l'alimentation, le logement, les soins médicaux et les services sociaux nécessaires. Les Etats doivent prendre les mesures nécessaires pour améliorer les méthodes de production et de distribution d'aliments et pour assurer le droit au développement.

Droits Concernant le Travail

La Déclaration dans son article 23 affirme que toute personne a droit au travail, à la liberté de choisir son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail, à la protection contre le chômage, à un salaire égal pour un travail égal, à une rémunération équitable et satisfaisante assurant à lui et à sa famille une existence digne, et à fonder des syndicats afin de mieux protéger ses intérêts. Ces prérogatives sont développées in extenso dans les articles 6, 7, 8 et 9 du Pacte de Droits Economiques, Sociaux et Culturels. Dans ce Pacte il est demandé aux Etats de prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder le droit au travail; elles doivent aussi tenir compte de l'orientation et la formation technique et professionnelles, l'élaboration de programmes pour assurer un développement économique, social et culturel. Le droit au travail se rapporte aussi au principe de la liberté syndicale. Toute personne a le droit de former et à s'affilier au syndicat de son choix.

Droits Concernant l'Administration de la Justice

L'Administration de la Justice est le pilier de la culture des droits de l'homme. Son efficacité est la garantie de la jouissance de tous les droits et particulièrement de la jouissance des droits civils et politiques. Les buts de l'administration de la Justice est la solution des conflits entre particuliers et la sanction des responsables des infractions pénales. Dans l'accomplissement de ses buts la Justice doit faire preuve d'équité, d'impartialité et d'objectivité. Pour cela, tous les régimes démocratiques possèdent un système de l'administration de la Justice indépendant des autres pouvoirs et pourvu des lois et des procédures spécifiques établis préalablement afin de garantir le droit fondamental de l'égalité de tous devant la loi.

Lorsqu'un individu se trouve devant la justice, il a des droits et garanties que lui assurent un jugement équitable et fondé sur le principe de la légalité. Tous les individus, sans aucune distinction, ont le droit, dans des conditions d'égalité, à une protection de la loi. Et toute personne a le droit à ce que sa cause soit entendue de manière publique et équitable par un tribunal indépendant et impartial, soit de ses droits et obligations, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale, dirigée contre lui, tel qu'il est dit dans l'article 10 de la Déclaration et l'article 14.1 du Pacte des Droits Civils et Politiques. La publicité est une garantie d'impartialité; le huis clos peut se réaliser seulement pour une partie, ou pendant la totalité du procès ou lorsque l'intérêt public ou de la justice le

demandent et en tous les cas dans l'intérêt des mineurs.

Afin de garantir l'impartialité, l'équité et légalité de tous devant la loi, la Charte Internationale des Droits de l'Homme, consacre une série de principes et de garanties qui constituent les garde-fous juridiques que les autorités judiciaires doivent mettre en oeuvre afin de garantir le respect de la personne, son intégrité et sa dignité. Car les droits consacrés dans la Charte constituent les attributs fondamentaux de tous sans aucune distinction provenant de la situation personnelle.

Il existe deux principes qui sont à la base de tout système judiciaire qui sont:

- La légalité préexistante, ce qui veut dire que personne ne peut être condamnée par des actions ou omissions, ni soumise à une peine qui, au moment où elles ont été commises, n'étaient pas définies comme étant des infractions pénales, par une loi nationale ou internationale. Art. 11 de la Déclaration et 15 du Pacte des Droits Civils et Politiques.
- La présomption d'innocence, ce qui veut dire que toute personne accusée d'avoir commis une infraction pénale est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été légalement établit. Art. 11 de la Déclaration et 14.2 du Pacte des Droits Civils et Politiques.
- Un autre principe est celui du double jugement pour la même infraction pénale. Ce qui veut dire, que personne peut être poursuivie ou punie en raison d'une infraction pour laquelle elle a été acquittée ou condamnée selon la loi et les procédures existantes dans son pays. Art. 14. 7 du Pacte des Droits Civils et Politiques.

L'article 14.3 du Pacte des Droits Civils et Politiques établit les garanties qui constituent les règles minima pour la protection des droits de la personne accusée d'une infraction pénale. Elle a le droit à:

- Etre informé de la nature et des motifs de l'accusation, dans une langue qu'elle puisse comprendre.
- Disposer du temps et de moyens nécessaires pour sa défense.
- A être jugée dans le plus court délai.
- A être présent au procès et à se défendre soit personnellement, soit par un défenseur payé ou d'office.
- A interroger les témoins de charge et à présenter des témoins de décharge.
- A se faire assister gratuitement par un interprète au cours du procès si elle ne comprend pas la langue employée.
- Et, à ne pas être forcée à témoigner contre elle-même.
- A faire examiner la déclaration de culpabilité et de condamnation par une autorité supérieure conformément à la loi.

- Aux indemnités lorsque la condamnation pénale a été annulée à cause d'une erreur judiciaire.

Le Droit au développement

Le droit au développement est la synthèse de tous les droits de l'homme tel qu'il a été défini dans la Déclaration du Droit au Développement approuvée par les Nations Unies en décembre 1986. En effet, l'article premier affirme que le droit au développement est un droit humain inaliénable selon lequel l'être humain peut participer au développement économique, social, culturel et politique dans lequel toute personne peut jouir de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales.

La Conférence mondiale des Droits de l'Homme réunie à Vienne en 1993 a réaffirmé cette notion du droit au développement et recommande aux Etats et aux Systèmes Internationaux et Régionaux de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éliminer les obstacles qui s'opposent à la réalisation de ce droit. La participation de la femme au droit au développement est une condition nécessaire pour la jouissance de ce droit à titre universel.

LE DEVOIR ET LA RESPONSABILITE DE L'ETRE HUMAIN EN TANT QUE SUJET DES DROITS.

En tant que sujet des droits, l'être humain est aussi sujet des devoirs envers lui et vis-à-vis de la communauté. Le devoir originaire de toute personne est le respect de soi comme être digne, la prise de conscience du fait qu'elle est sujet des droits et le respect des autres comme étant son égal en dignité et en droits. Elle a aussi le devoir d'exercer ses droits et de jouir de ses libertés tout en respectant les droits et les devoirs d'autrui. La responsabilité de l'individu est aussi un attribut fondamental de la personne tel qu'il est signalé dans l'article premier de la Déclaration, lorsqu'il définit l'être humain comme étant doué de raison et de conscience et qu'il doit agir envers les autres dans un esprit de fraternité.

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme a consacré l'article 29 spécialement destiné à définir l'horizon de la responsabilité de l'individu envers la communauté. La solidarité est le devoir auquel la Déclaration fait appel lorsqu'elle parle de fraternité. Selon l'article cité, les seules limites à l'exercice des droits et à la jouissance des libertés sont celles établies par la

loi exclusivement en vue d'assurer la reconnaissance et le respect des droits et libertés d'autrui et afin de satisfaire aux exigences de la morale, de l'ordre public et du bien-être de tous. Cet exercice des droits et des libertés ne peuvent pas aller à l'encontre des principes et des buts des Nations Unies.

L'article 30 consacre aussi une limite aux dispositions établies dans la Déclaration selon laquelle aucun Etat, aucun groupe ou individu ne peut interpréter les principes contenus dans la Déclaration comme étant des droits pour se livrer à des activités visant à nuire les droits et libertés énoncés dans la Déclaration. C'est un concept de grande importance pour définir l'exercice de la liberté dans une société démocratique, et tout particulièrement, l'exercice de la liberté d'expression, d'opinion et de conscience.

INSTRUMENTS INTERNATIONAUX CONCERNANT LE TRAITEMENT DES PERSONNES SOUMISES A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT

La Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et le Pacte des Droits Civils et Politiques, contiennent des dispositions concernant les droits de toute personne à la sécurité de sa personne (D art. 3 P art.9), à une égale protection de la loi et à la protection égale contre toute discrimination qui violerait les droits contenus dans la Déclaration (D art. 7 P art. 26), et elle a droit aussi à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus (D art. 8, P art.26).

Ces principes déterminent un des buts de l'Etat; or c'est l'obligation de toutes les autorités de veiller à la sécurité de toutes les personnes et leurs biens. Dans l'exercice de cette fonction elles doivent prendre les mesures nécessaires tant législatives qu'à caractère administratif pour garantir la protection et la jouissance de tous, de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Dès la perspective de l'Etat, les droits mentionnés deviennent des fonctions des autorités, définies par la loi et accomplies selon les règlements établis pour garantir l'égalité de tous vis-à-vis de la prestation de la protection de la personne et de ses biens. En conséquence, cette fonction n'est pas une concession gracieuse que l'Etat accorde aux individus, elle est l'accomplissement d'une obligation qui émane des droits fondamentaux de la

personne et des engagements acceptés par les Etats en vertu de la force morale et coutumière de la Déclaration et de la ratification ou adhésion au Pacte des Droits Civils et Politiques.

Nous avons aussi affirmé que la Déclaration et le Pacte des Droits Civils et Politiques ont consacré l'interdiction de l'application de la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (D art 5, P art.7) et la prohibition de la détention arbitraire (D art. 9 P art. 9). Toute autorité qui a la faculté de réaliser des détentions, ou chargée de la surveillance d'établissements pénitentiaires doivent suivre ces dispositions car ce sont des garanties qui protègent l'intégrité physique, psychique et morale des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement. La torture ne s'accorde pas avec la reconnaissance de l'individu comme étant un être digne parce qu'elle comporte une méprise de la personne et une dégradation de sa dignité en vue d'obtenir des informations ou de aveux. Tout traitement ou peine qui déchire la dignité va à l'encontre des droits de la personne.

Les Gendarmes sont les fonctionnaires de l'Etat chargés de la fonction de protection des personnes, de leurs biens; de garantir l'ordre dans lequel tous les individus peuvent exercer leurs droits et libertés, porter secours aux personnes en danger et veiller à l'exécution de la loi. L'autorité du gendarme doit s'exercer dans le respect des droits de l'homme parce qu'il ressort de ses fonctions, et qu'il est le représentant de l'Etat le plus proche de la population et c'est de ce contact que la communauté perçoit la présence de l'Etat.

Pour réaliser leurs fonctions les gendarmes possèdent des moyens prévus par la loi qui leur permet d'exercer les fonctions dans le respect des droits de l'homme. Ce sont les garde-fous juridiques. Ils représentent les limites de l'action des représentants de l'autorité du point de vue des fonctionnaires, et ils sont, pour les individus des garanties du respect de leurs droits. Les garde-fous juridiques sont des procédures établies par la loi ou les règlements de la législation nationale, mais ils existent dans la Charte des Droits de l'Homme. Ce sont les garanties consacrées dans les arts. 9, 19 et 11 du Pacte des Droits Civils et Politiques. Ils sont:

- Personne ne peut être privée de sa liberté si ce n'est pour des motifs et conformément à la procédure établie par la loi.
- Tout individu arrêté doit être informé et notifié, au moment de son arrestation des raisons de l'arrestation dans le plus court délai.
- Il doit être traduit devant le juge et avoir un jugement dans un délai raisonnable ou être libéré.

- Il a droit au recours de l'habeas corpus afin qu'un tribunal décide de la légalité de son détention ou ordonne sa liberté
 - Il a droit à une réparation en cas d'arrestation ou de détention illégales.
 - Toute personne privée de sa liberté doit être traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine.
 - Les prévenus doivent être séparés des condamnés et soumis à un régime approprié à leur condition.
 - Les jeunes doivent être séparés des adultes et leur cas doit être décidé aussi rapidement que possible.
 - Les jeunes délinquants doivent être soumis à un régime approprié à leur âge et à leur statut légal.
-
- Le but essentiel du régime pénitentiaire est de faciliter l'amendement et le reclassement social des condamnés.
 - Personne ne peut être emprisonnée en raison de son impossibilité de payer ses dettes.

Instruments spécifiques relatifs au traitement des détenus

En ce qui concerne le traitement des détenus il existe seulement un instrument international à caractère obligatoire: c'est la Convention contre la Torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée par la Assemblée Générale des Nations Unies le 10 décembre 1984 et entrée en vigueur le 26 juin 1987. Les autres sont des principes et des règles qui constituent des recommandations aux Etats afin d'améliorer leurs systèmes pénitentiaires et les conditions des personnes détenues ou emprisonnées. Parmi ces instruments il y en a qui s'adressent à la population majeure et des autres consacrés spécialement au traitement des mineurs. En ce qui concerne les premiers nous pouvons citer: l'ensemble des règles Minima pour le traitement de détenus, adopté par le premier congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et du traitement des délinquants en 1955 et approuvé par le Conseil Economique et Social -ECOSOC- en mai 1977. Il y a l'ensemble des Principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou emprisonnement, adopté par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 9 décembre 1988; les Principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus, adoptés par la Assemblée Générale des Nations Unies le 14 décembre 1990.

La Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants constituent l'ensemble des dispositions en vertu

desquelles les Etats s'engagent à éliminer la souffrance physique, psychique et morale infligée à un individu aux fins de provoquer une intimidation quelconque dans l'exercice de l'autorité. Elle définit la torture comme "tout acte par lequel une douleur ou un souffrance aiguës, physiques ou mentales, sont intentionnellement infligées à une personne aux fins notamment d'obtenir d'elle ou d'une tierce personne des renseignements ou des aveux, de la punir d'un acte qu'elle ou une tierce personne a commis ou est soupçonnée d'avoir commis, de l'intimider ou de faire pression sur elle ou d'intimider ou de faire pression sur une tierce personne, ou pour toute autre motif fondé sur une forme de discrimination quelle qu'elle soit, lorsqu'une telle douleur ou de telles souffrances sont infligées par un agent de la fonction publique ou toute personne agissant à titre officiel ou à son instigation ou avec son consentement exprès ou tacite." (Convention Art. 1)

Les Etats parties s'engagent à prendre toutes les mesures législatives, administratives et judiciaires nécessaires pour éliminer la pratique comportant des actes de torture sur tout le territoire de sa juridiction. L'interdiction de la torture est totale, elle ne peut pas être acceptée sous aucun prétexte ni en raison des circonstances spéciales telle que la guerre ou instabilité politique. L'ordre d'un supérieur ne peut pas être invoqué comme excuse.

Les Etats doivent définir la torture, la tentative de torture et tout acte de participation à la torture, comme une infraction pénale jugée et sanctionnée par des autorités compétentes. Ils doivent exercer une surveillance systématique sur les règles, instructions, méthodes et pratiques d'interrogatoire et sur les dispositions concernant la garde et le traitement des personnes arrêtées, détenues ou emprisonnées en vue d'éviter la torture. Ils doivent aussi veiller à ce que l'enseignement et la formation de tout le personnel civil et militaire chargé de l'application des lois, du personnel médical, des agents de la fonction publique et des autres personnes dans la garde, l'interrogatoire ou le traitement de toute personne arrêtée. Il va de même pour tous les actes constitutifs de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Toute déclaration établie par les moyens de la torture ne peut pas être invoquée comme un élément de preuve dans une procédure. Elle peut servir de preuve seulement contre la personne accusée de commettre des actes de torture.

La Convention a créé un Comité contre la Torture composé de dix experts de haute moralité et possédant une compétence reconnue dans le domaine des

droits de l'homme. Les Etats parties doivent envoyer des rapports au Comité tous les quatre ans sur les mesures prises pour donner effet aux engagements en vertu de la Convention. Lorsque le Comité reçoit des informations fondées que la torture est pratiquée dans un Etat, il doit inviter ledit Etat à coopérer pour l'examen de l'information. Il peut ordonner une enquête confidentielle et faire un rapport d'urgence, il peut aussi visiter le pays concerné et inviter l'Etat à coopérer pour respecter ses engagements vis-à-vis de la Convention.

Les Règles Minima pour le traitement des détenus, l'ensemble de principes pour la protection de toutes les personnes soumises à une forme quelconque de détention ou D'EMPRISONNEMENT, et les principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus, constituent un ensemble d'instruments qui contiennent des principes de traitement des personnes qui se trouvent en situation de détention ou D'EMPRISONNEMENT aussi bien pour la protection de sa personne et de sa liberté que pour leur accorder des conditions de vie acceptables dans les locaux de détention. Ce sont des principes applicables à tous, de manière impartiale sans aucune différence de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine sociale, nationale, de fortune de naissance ou de toute autre situation.

Un principe fondamental est que toute personne soumise à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement doit être traitée avec humanité et avec le respect de la dignité inhérente à la personne humaine. Tous les détenus ou condamnés doivent continuer à jouir des droits de l'homme et des libertés fondamentales, sauf pour ce qui est des limitations résultant de leur incarcération. Les mesures d'arrestation, de détention ou D'EMPRISONNEMENT ne sont appliquées qu'en stricte conformité avec les dispositions de la loi et par les autorités compétentes. Toutes les garanties consacrées dans la Charte des Droits de l'Homme sont développées dans ces trois instruments internationaux. Toute personne détenue doit avoir des renseignements et des explications concernant ses droits et la manière dont elle peut le réclamer. Elle a le droit à recevoir des visites, si elle le demande elle doit être placée dans un lieu de détention proche de sa résidence.

Du point de vue administrative, ces instruments consacrent l'obligation d'avoir un registre des personnes détenus avec les données concernant l'identité, les motifs de la détention, l'autorité compétente, le jour de l'admission et de la sortie et l'ordre de la détention. Tel qu'il a été affirmé dans la Charte des Droits de l'Homme, et est nécessaire de faire une séparation des différentes catégories de détenus, les hommes adultes séparés des femmes, les jeunes

séparés des adultes, les détenus séparés des condamnés, les condamnés pour des délits civils doivent être séparés de condamnés pour des infractions pénales. Tous les locaux destinés aux détenus ou aux condamnés doivent être maintenus dans de bonnes conditions d'hygiène, d'éclairage, avoir des installations sanitaires proches et décentes et installations de bain et de douche suffisantes. Tous les locaux doivent être maintenus en bon état de propreté.

Du point de vue de la personne, il est nécessaire d'assurer aux détenus ou aux condamnés une hygiène personnelle, vêtements et literie propres et en bon état, alimentation adéquate, possibilité de faire des exercices physiques, services médicaux, avoir des dépôts des objets appartenant aux détenus, possibilité de consulter une bibliothèque, de pratiquer sa religion, de recevoir l'information nécessaire relative au régime pénitentiaire, à porter plainte de manière respectueuse, à avoir de contact avec le monde extérieur, spécialement avec sa famille, son avocat et les représentants diplomatiques et consulaires de son pays, information à sa famille de maladie ou d'accident graves, ou de décès du détenu ou de ses proches parents ou de son transfère. Tout transfère du détenu doit se réaliser dans des conditions respectueuses de son intégrité.

Le personnel de tout grade doit être choisi avec soin, car c'est de son intégrité, de son humanité, de son aptitude et de ses capacités dont dépend la bonne gestion pénitentiaire, il doit avoir la possibilité d'améliorer ses connaissances, il doit y avoir des spécialistes en psychologie, psychiatrie, travailleurs sociaux, instituteurs et instructeurs techniques.

Les Règles minima contiennent aussi des recommandations pour les différentes catégories de détenus, spécialement pour les condamnés, pour les malades mentaux, pour les personnes arrêtées ou en détention préventive pour les condamnés pour dettes et pour les personnes incarcérées sans avoir été inculpées. Pour les condamnés le traitement doit avoir pour but de créer en eux la volonté de se réhabiliter et de vivre en société en respectant la loi, leur donner la formation nécessaire pour subvenir à leurs besoins et encourager le respect de soi même et le sens de la responsabilité de soi et vis-à-vis de la société.

Ces règles et principes sont des recommandations faites par l'Assemblée des Nations Unies afin de consolider un bon système pénitentiaire selon les conceptions contemporaines de la sanction qui déterminent que toute personne, même si elle se trouve en état de détention ou d'emprisonnement est un être humain libre et égal en dignité et en droits. Mais il est évident qu'elles

8- IDENTITE JUDICIAIRE

8 Modules
12 Heures

- responsable unité d'enseignement : Cpt. KARAMBE
- instructeurs : Cpt. KARAMBE
IP. ORSINI

- compte rendu/appel au spécialiste identité judiciaire
- protection des traces et indices
- constatations sur les lieux
- recherche des indices
- exploitation par le spécialiste identité judiciaire

9 - DACTYLOGRAPHIE

77 modules dont 35 sur M.O.
115 H 30

- Responsable unité d'enseignement : CP. ROBINEAU
- instructeur : Insp. SALIA

Enseignement réservé aux éléments féminins
à raison de 35 modules pris sur les exercices pratiques
de maintien de l'ordre et 42 modules sur les T I G.
l'après-midi en tout 115 H 30. Le nombre d'heures sera
renforcé si nécessaire en fonction de la progression
technique des élèves.

10. - SELF - DEFENSE

20 modules
30 heures

- responsable unité d'enseignement : Lt. ZITO
- Instructeur : Sgt. BEN KEITA

- I - Garde et atémis (les points sensibles)
- II - Déplacements - esquives et parades
- III - Vas-y - viens-donc
- IV - (parade) sur coup de couteau de haut - de bas - de face
- V - (parade) coups de pied de face - de côté
coup de poing de face

11 - ARMEMENT ET TIR

70 modules
105 heures

- responsable unité d'enseignement : Lt. ZITO
- instructeurs : Lt. ZITO
Insp. NIARE

ARMEMENT : étude détaillée du P.A.

- TIR :
- 1) tir de précision (étude de base)
étude théorique et pratique
 - 2) tir rapide bras tendus à 7 m
étude théorique et pratique
 - 3) tir derrière abri
étude théorique et pratique
 - 4) tir à genoux
étude théorique et pratique
 - 5) tir au pistolet mitrailleur
position couché - à genoux et debout
-

25 modules
37 H 30

- responsable unité d'enseignement : CP. ROBINEAU
- instructeur : Infirmier-major

12-1 - Introduction

Notions d'anatomie et de physiologies humaines :

- définition du secourisme
- qualités essentielles qui s'imposent
- conseil de calme et de sang-froid

Le squelette, les organes et leurs fonctions

12-2 - Les accidents

12-3 - L'asphyxie

- les principales causes

12-4 - La respiration artificielle

- méthodes - précautions à prendre
- application pratique

12-5 - Les asphyxies accidentelles par :

- submersion - noyade
- pendaison, strangulation
- électrocution - foudroiement
- suffocation
- altération du sang
- les syncopes

12-6 - Les accidents digestifs

- a) diagnostics de l'indigestion
conseils
- b) les empoisonnements
conseils
- c) les morsures, de chien, de serpents et autres animaux
conseils et précaution à prendre

12-7 - Les atteintes du squelette

- fractures
- luxations
- entorses

12-8 - Les brûlures

- les brûlures sont de simples rougeurs (1° degré)
- les brûlures forment des cloques ou ampoules (2° degré)
- les brûlures graves (3° degré)

conseil - évacuation

12-9 - Accidents nerveux

- l'évanouissement
- les syncopes (bleues et blanches)
- conseils
- évacuation

-
- la crise de nerf
 - le délirium -tremens
 - l'ivresse
 - la crise d'épilepsie

12-10 - L'oeil12-11 - Conduite à tenir en cas d'accident de la circulation

- cadre d'intervention - problèmes de la circulation de l'évacuation et surtout des premiers soins

12-12 - Précisions techniques

- lavage des mains
 - stérilisation
 - désinfection de l'eau à boire
 - les antiseptiques
 - les pansements
-

- 10 | - 20 Janvier ^(I) 1994 ^{Fête Nationale} (Milobes 1^{er} Contingent)
- | - 26 Mars 1994 (Milobes 1^{er} Contingent et CivPol 1^{er} groupe)
- | - 22 Septembre 1994 (Milobes 1^{er} Contingent, CivPol 1^{er} groupe, 2^e groupe Contingent Milobes, 2^e groupe CivPol)
- 8 | - 20 Janvier 1995 (Milobes 1^{er} et 2^e Contingent, CivPol 1^{er} et 2^e Contingent)
- 7 | - 26 Mars 1995
- 8 | - 26 Mars 1995 ^(II) ^{du départ de la délégation} ~~Invitations ou réception de tout en faveur~~ de contingents étrangers amis. (ces invitations ont été organisées pour la plupart en retour de celles adressées à nos contingents par les mêmes contingents étrangers amis dans le cadre de la réciprocité)
- 14 | - dîners offerts en faveur des contingents des pays suivants:

1) -

- dîners offerts à l'occasion du départ du 1^{er} Contingent à Milobes (26 Janvier 1995)
- Dîner offert à l'occasion du passage de la délégation conjointe MRE et MFAAC (24 Mars 1995)
- (III) * Ca de deux offerts à des personnalités de la MINUAR à l'occasion de leur départ définitif

(IV) Charges de fonctionnement

1. Frais de téléphone =
2. Frais de Fax
3. Achat de papiers et fournitures pour la confection de rapports.

(*) Demande de remboursement
de souveraineté,
des dépenses effectuées par les Contingents 1^{er}
2^e des Rulobes et les 1^{er} et 2^e groupe de (10 Bl
en service à la MINUAR (Rwanda)

13. DIVERS13-1 - Conférences

- histoire et géographie du pays
 - les grands problèmes sociaux (la sécheresse - la désertification - nécessité du reboisement - pourquoi l'instauration d'une journée de l'arbre ?)
 - la drogue - les hold-up
 - l'U M O A - le pétrole
 - le problème des aliénés mentaux
-

13-2 - Visite à l'extérieur

- Tribunaux
- Commissariats
- Aéroport

13-3 - Conférences - exposés des S/Directeurs de la Sûreté Nationale sur l'organisation et les attributions de leurs services.

Programme des Nations Unies pour le Développement
Proposition de Projet

Titre du Projet: Programme de Formation de la Police Communale
Numéro du Projet: RWA/95/013
Pays: Rwanda
Date prévue de démarrage: 1 Juillet 1995
Durée: Trois mois
Budget: 165,400 \$ E.U.
Agence de Réalisation: Ministère de l'Intérieur et du développemenet Communal
Agences de Coopération: MINUAR/CIVPOL

Description Succinte

Le Programme de Formation de la Police Communale Rwandaise devrait être considéré comme la composante initiale d'un programme plus complet. Le but de ce Programme est de former 1.000 officiers de police communale responsables du maintien de l'ordre dans 100 communes du Rwanda. La formation des officiers de police dans les 49 communes restantes sera prise en charge à travers une réalisation à plus long terme de ce programme, de même que la réhabilitation des stations de police et la provision d'équipement, de meubles et le transport.

La formation sera effectuée en trois mois et sera assurée par 20 formateurs qualifiés de la MINUAR/CIVPOL. Le programme de formation sera réalisé en coopération avec le Ministère de l'Intérieur et du Développement Communal. La formation et l'assistance technique seront fournies par la MINUAR; pour leur part, le PAM et l'OMS apporteront une contribution en nature. Les fonds du Trust Fund seront attribués au programme à travers le PNUD.

Résumé du Budget

1. Infrastructure	4.000
2. Meubles	25.400
3. Fournitures	8.800
4. Ustensiles	80.100
5. Campement	47.100
TOTAL	165.400

Contributions en nature:

Nourriture	PAM
Médicaments	OMS
Personnel	MINUAR
Transport	MINUAR
Equipement	MINUAR
Eau/Electricité	MINUAR

Etablissement de la Force de Polica Rwandaise

Gishari, à 50 km de Kigali, a été identifié comme centre de formation de la police communale. Afin de rendre l'école opérationnelle, des réparations et de l'équipement sont nécessaires. Le Gouvernement Rwandais a identifié un commandant, et le proviseur sera un représentant de l'organisation qui réalisera le programme.

Un conseil, comprenant des représentants des organisations réalisant le programme, ainsi que le Gouvernement Rwandais, sera institué pour la gestion de l'école et la supervision des examens. Les décisions se prendront par consensus, et aucune décision ne sera prise unilatéralement sans que la conseil en soit informé et ait approuvé la décision.

A la fin de leur formation, les élèves seront déployés dans les communes, à raison de 10 officiers dans chacune des 100 communes sélectionnées.

Formation du personnel de la police Rwandaise

Le curriculum a été préparé par le Ministère de l'Intérieur et du Développement Communal et la CIVPOL MINUAR. Le cours, qui s'étale sur trois mois, comprend huit semaines de théorie, une semaine d'entraînement pratique, une semaine de révisions, et deux semaines d'examens. Les matières du curriculum sont:

- a. Techniques d'application de la loi.
- b. Surveillance des zones sensibles.
- c. Réceptionner les plaintes et les dépositions.
- d. Enregistrer les rapports de police.
- e. Mener à bien des missions de police administrative
- f. Enquêter et utiliser les services de renseignement en relation avec l'ordre et la sécurité.

La formation sera assurée en Français, Anglias et Kinyarwanda avec l'aide d'interprètes fournis par la MINUAR.

Plan d'opération du 1 Juillet au 31 Aout 1995

Phase 1 - Besoins immédiats

Un bâtiment pouvant contenir 1000 personnes a été identifié. Ce bâtiment doit être meublé, et un générateur doit être installé; il doit pouvoir permettre au 1000 élèves d'y vivre pendant trois mois.

Le curriculum ayant déjà été développé par CIVPOL MINUAR et le Ministère de l'Intérieur et du Développement Communal, la première formation puet commencer incessament, et les premiers élèves devraient être opérationnels dès Septembre.

- Activités

1000 hommes, tous rangs confonuds, recevront une formation intensive de trois mois dans le domaine du maintien de l'ordre et du respect de la loi.

INTRODUCTION

Au Rwanda, la police communale est un des éléments de la police, qui englobe également la gendarmerie. Par opposition à la gendarmerie, qui est sous le Ministère de la Défense, et assure une juridiction nationale, la police communale, non armée, assure une juridiction locale, et se trouve sous la supervision des bourgmestres qui sont responsables devant le Ministère de l'Intérieur et du Développement Communal.

La guerre civile au Rwanda, et le génocide d'Avril 1994 ont fortement détruit la police communale, au point qu'elle est complètement inefficace dans le domaine du maintien de l'ordre. De nombreux policiers ont été tués, certains ont fui, et les infrastructures ont été détruites. En outre, tout l'équipement a été perdu et la police communale a été démunie.

A l'heure actuelle, le taux de criminalité est croissant, et dans les communes, les réfugiés et personnes déplacés ont peu confiance dans le système du maintien de l'ordre et du respect de la loi. Afin de rétablir une certaine confiance, il est indispensable de mettre en place une force neutre qui soit crédible, qui instaure un climat de sécurité dans la communauté et puisse contribuer à la distribution de l'assistance humanitaire.

Jusqu'à présent, la MINUAR a participé à l'élaboration d'un programme de formation pour les officiers de police. Un curriculum a été écrit en collaboration avec le Ministère de l'Intérieur et du Développement Communal. Une école de formation a été identifiée et les premiers 1000 policiers sont prêts à commencer leur formation. Le programme est pour l'instant dans un status quo à cause des contraintes budgétaires. Cette situation résulte dans la prise en charge du rôle de maintien de l'ordre par les militaires qui n'ont ni la formation, ni les capacités appropriées.

Avec la réduction probable des troupes de la MINUAR en particulier en dehors de la capitale, il est extrêmement important de pouvoir combler le vide qui va se créer.

La mise en place d'une force de police qualifiée devrait également renforcer le sens communautaire, ce qui devrait contribuer à la réconciliation.

Objectifs

Le but final de ce programme de formation est la restauration de l'ordre et d'un état de droit à travers le pays grâce au rétablissement d'une force de police communale Rwandaise neutre et crédible. Les objectifs immédiats sont les suivants:

1. Mettre en place la formation des 1.000 candidats déjà identifiés.
2. Former les membres de la police Rwandaise à l'utilisation des équipements de police et à la conduite de leurs tâches.

THE ARMY FORCES MAINTENANCE OF THE ORDER

I. Generalities

A. Definition

1. The maintenance of the order has the Power to prevent Troubles in order to avoid a Reprimand.

2. The maintenance of order has as the essential basis the intelligence gathering, and it is first composed by preventive measures

3. The maintenance of order includes, in case of disturbed order, the measures of reestablishing it.

B. General Principles

Three main directing Principles:

1. The maintenance of order is a matter of the responsible civil authority.

2. The civil authority can only invite the army force by means of requisition (exceptionally by simple request).

3. The military authority, responsible for the execution of requisitions is the only judge of means and techniques to be used.

C. Forces of maintenance of the order

1. Execution of the maintenance of the order:

The maintenance of order is assured:

- a) Essentially by the Police forces and the Gendarmerie
- b) Exceptionally by the army Forces (Land, air)

2. Putting in action:

The civil authority can only put the military authority in action, by two special planned means, these are:

- a) Request for help (preventive measures) and
- b) The requisition (Measures of intervention)

II. Use of Army Forces

Among the army forces, the gendarmerie is a force instituted to protect the public safety and to assure the maintenance of the order including the execution of Law.

Because of its competence, the Gendarmerie is classified as the main Force responsible of the maintenance of order.

Categories of Army Forces

There are two categories :

1. The army Forces

- . The Gendarmerie
- . The State GARDE
- . The armies LAND * AIR

2. The Civil Forces

- . The Police
- . The Customs
- . The indirect taxes
- . The national Forestry Commission
- . The economical matters

Putting in action army Forces

There are three different ways :

- a. Request of help from the authority
- b. Requisition from the competent civilian authority
- c. Order of the military authority
- 1. Request of help from the civilian authority
 - Presented by writing
 - Is not submitted to any particular procedure
 - Its intention is to make execute preparatory and preventive measures which are not a part of the activities of normal Army

Forces.

2. Requisition of the civilian competence authority

The civilian authority decides to put into application measures of intervention, and is the only judge of when the support of army forces is necessary, besides he is the only one who set the goal to reach.

3. Order of the military authority

In case of situation with exceptional grave consequences:
.violent uprising and organized
.In case of siege
.Operational zone

It can happen that the civilian authority is incapable to proceed to the requisition of the military authority. In this precise case, the military authority has the responsibility of the public order.

III. The Requisitions

A. Goal

The requisitions are to make execute intervention measures. These measures consist of the use of force to maintain the order or to restore it.

B. Different categories

There are three categories of requisitions

1. General requisition
2. Particular requisition
3. Special competence requisition

a) General Requisition

It is good to obtain from the military authority a set of means in order to use them for the maintenance of order.

b) Particular Requisition

Its goal is to confide to a troop a precise and determined mission.

Can stipulate the use of force (but it is not enough for the use of weapons)

c) Special complementary Requisition

Its goal is to prescribe the usage of weapons, except in case of:

- Self defense
- Defense of post and Land which have to be protected.

d) Particular obligations of isolated militaries

Every military in uniform is obliged:

- To apprehend the author of crime in flagrante delict and to send him to the gendarmerie or to the nearest police station.
- To give spontaneously a strong hand, even to the point of risking his life, to all agents or representative of the authority in uniform if they are wearing the badges
- To execute the requisitions of the Gendarmerie like any citizen.

To the attention of students

To remember the wording and the content of different requisitions above-mentioned. The Gendarmerie for the maintenance of order.

GeneralitiesA. Principles

* The Gendarmerie is a force instituted to:

- To look after the public safety
- Assure the maintenance of order, and the execution of the law
- *Permanently look after the maintenance of order
- During regular patrols of brigades
- Assures that the order prevails

- It intervenes to maintain it.
- * It contributes to m.o. when this may be disturbed by the action of its local unities and those who are there especially ^{for} the maintenance of order. It participates to restore the order with its unities of intervention that have special means.

B. The Unities of INTERVENTION

- Temporaries - Territorial Gendarmerie
 - . Searches information
 - . If it is already present, to immediately act
 - . Its displaced unities on its district
- Organic MOBILE GENDARMERIE

RANKS * GENDARMES OF THE MOBILE GENDARMERIE

- Your unities must constantly be ready for action
- You can be sent to any location of the Territory;
 - . To Reinforce the territorial gendarmerie order service for important events, like sports,
 - . To prolong its action (use of force to maintain or to restore order).

But always in grouped unities

Usually your unities take action to fulfil the request of intervention, where the general demand from the civilian authority responsible of OM is made.

PARTICULAR CHARACTER OF MISSION OF THE MAINTENANCE OF ORDER

- * The administrative authority is responsible of the public order: therefore there must be trust and constant link between this authority and the Gendarmerie
- * The tactic used is not always like the one used for combat
- Adversary : He is not an enemy but a citizen who is disturbing the public order.
- Action : It is happening on national territory, generally in city area

. Legislation and specific regulations for the maintenance of order require strict rules (use of force, weapons).

* Important forces are put into action

- Homogeneous and Compact mass, impassable, stick, together with the chief, is opposed to demonstrator.

- Any isolated person risks to be in danger.

* The intervention must always be Quick.

III. Contribution of the territorial Gendarmerie for maintenance of order

The territorial gendarmerie prepares the intervention of the mobile gendarmerie, and the Gendarmerie complete the action of the mobile gendarmerie.

A) Principles

The territorial Gendarmerie participates^{to} the maintenance of order normally in the scope of its brigades during ordinary services.

B) Role of the Brigade

a. Permanent actions

. Searches for informations

. Setting and keeping files of the maintenance of order (file of the district, file of the sector).

b. Before disorders

. To be informed

. To be present, ready ~~for~~ to act (isolated action for non important troubles).

. To have a soothing influence on strikers

c. During the Disorders

. Searches for information (Development of the situation).

. Helps displaced unities.

. Diverse contributions (OPJ for summons, infraction).

d. After disorders

. Restores the calm in people's minds.

. Informs authorities about the evolution of the public opinion.

. Write minutes about incidents that happened and conduct the investigations requested.

IV. Contribution of Mobile Gendarmerie for the maintenance of order

A. General Characters

- . Must constantly be ready for action.
- . Can be sent to any area of the territory.
- . Either to reinforce the departmentary Gendarmerie (order service).
- . Either to prolong its action (maintenance and restoring of the order).

B. Missions that can be confined to the mobile Gendarmerie

The Unities of the mobile Gendarmerie must be able to :

- Disperse the crowd,
- Clear streets and public areas,
- Prohibit access to certain places or to certain perimeter,
- Evacuates places and occupied buildings,
- Assure the surveillance of and the protection of installations, establishments or important sites
- Make respect the freedom of work,
- Protect the tolerated demonstrations.

C. Actions of the mobile Gendarmerie

The normal unity that the mobile Gendarmerie uses for maintaining the order is the Escadron.

For more details see the diagram on the next page.

THE GENDARME FOR MAINTENANCE OF ORDER

I. EQUIPMENT

II. ATTITUDES AND BEHAVIOR

A. PRINCIPLES

When he sees and is in contact with strikers, the gendarme must always have :

- a military and impeccable attitude, firm and without loosening
- a regulatory and neat outfit
- a behaviour that is deeply humane

B. DISCIPLINE

The mission of maintenance of order, usually consists of mass actions. These actions require from the acting person, a strict and immediate obedience; each person must stay quite and keep watching the chief who can anytime give order by gesture.

C. WHEN IN PATROL VEHICLE

- a military attitude
- a digne behaviour
- be always ready to intervene
- stay very vigilant

D. IN FRONT OF A CALM CROWD

The gendarme must show :

- the calm
- the fairness
- the independence (firm)
- the attention

TRANSLATED BY GASIZA RUCHINYA

E. WHEN IN FRONT OF A HOSTILE CROWD

The gendarme must :

- be calm and cool
- keep his courage
- avoid reaction that can be considered as a provocation
- never discuss with the strikers (aggression)
- keep a tight contact with the chief and his comrades
- pay attention to any crowd's move
- report

F. WHEN IN ACTION

The gendarme must:

- act firmly with determination and energy
- avoid any violent act (brutality)
- be humane (gentle)
- obey the chief's order strictly, and without delay
- use weapons only by order

INDIVIDUAL AND COLLECTIVE MOVES

An impeccable appearance and rigorous manoeuvre of order's forces show unities' efficiency, their tightness and their determination. They impress strikers and intimidate the less fascinated.

A. Individual moves

The waiting position is a normal static position of personnel forced to stay in one position for a long period of time.

B. Collective moves

In certain position, in order to maintain the tightness of a device, and not be isolated, the gendarmes must stick together. A group built up like these are called "CHAINS"

TRANSLATED BY GASIZA RUCHINYA

These chains can be established by hands, arms or belts.

USE OF PROTECTION SET

A. Composition

- a transparent and closed riot shield, with round shape that weights 2 kgs.
- protecting stick in baton gumma.

USE OF BATON

- if well manipulated, the baton can be a remarkable defence, but if you use it in thoughtless manner, it can have bad consequences.
- it allows to bring :
 - right knocks (up and down or down and up)
 - reverse knocks (horizontally from the right to the left or from the left to the right).
 - pointed knocks (with the baton end)

V. BOARDING AND DISEMBARK FROM A VEHICLE

1. The peleton is assembled by three people close to the car wagon
2. The boarding is made by command "boarding" the weapon is put in hand with unextended (strap).(in case of intervention) with tight strap (end of mission)
3. The boarding can be alone by order, silently and with quickness
4. The group board simultaneously using available doors according the order established by unity commandant. The chief of the group is the last one to the board.

B. LANDING

It is done :

- out of the view and the contact of strikers
- in opposite boarding order
- quickly and silently
- in order, the peloton is assembled in the formation prescribed

TRANSLATED BY GASIZA RUCHINYA

If the landing is done on intervention place the adopted formation can immediately be translated by the setting up of tactical device.

In maintenance of the order, you usually face two kinds of crowds.

1. A calm crowd

- not showing a marked hostility toward order forces
- do not seem to act dangerously
- do not appear to avoid injunctions (order)

2. A hostile crowd

- shows a certain hostility (hoots, insulting scream, signs with hostile slogans).
- listen carefully and gently to the agitations
- composed of nervous elements acting brutally and causing damages.
- constant masked striker, with helmets and carrying objects that can be used as weapons

THE OPERATIONS OF MOVEMENTS IN MAINTAINING THE ORDER

I. March formation

A. Lining up (assembling or gathering).

The assembling is done : - quickly, in order, in silence, the weapon the strap

The peloton assembles by three column. The escadron lines up :

- either in column
- either in peloton line

B. Displacement by foot

Conditions : the unity is displaced in the device taken during the assembling :

- with a rythmed step
- tightly and without interval
- in assuring his immediate safety

TRANSLATED BY GASIZA RUCHINYA

Command given during the deployment

The unit that stops in march formation. If necessary, it can take position.

- On command "facing outside"
 - the first line doesn't move
 - the last line does right or left incline
 - the right and left lines respectively one incline on right and another on left.
- On command (facing the front)
 - repeat the initial device

Deployment in vehicles

The motorcyclist line courier line guided by gendarmes or local police officers, moves quickly to intervene in case of the smallest details. The distance between vehicles are :

- reduced in city areas
- approximately of 100 meters in country area

The gendarmerie vehicles respect the traffic regulations (Except in case of emergence).

Aboard each vehicle, a watching system is organized. In case of arrest, a protecting system must be set up.

II. THE PATROLA. Definition

The patrol is formed by the minimum of a peloton moving by feet or in vehicle.

- Either to show power in disturbed area or an area that may be disturbed
- Either to disperse the crowds (small assembling calm or a little bit hostile)
- Either to look for information
- * It is not a combat patrol

B. Composition

- A Patrol Chief with linking means
- Executants with individual weapons

TRANSLATED BY GASIZA RUCHINYA

C. Execution of rules

- Act safely
- Avoid to fail
- Avoid aggressive attitude
- Stay linked to the chief
- Avoid to be late or to be attacked

D. Executants role

1. Imposed attitude : It will be :
 - resolved
 - calm
 - disciplined

2. Interventions, firm but polite to :

- Make small groups circulate
- Cross small gatherings
- Protect people in danger

3. Constant observation to :

- report to the Patrol Chief
- Be ready for a prompt intervention

4. Patrol on feet

1. Use :
 - To prevent or delay a calm crowd gathering
 - To disperse small groups
2. Action : The patrol moves :
 - in line by two or three people
 - the weapon in strop
 - on rythmed step. It takes normal road walk or with rhythm only out of the crowd's view.

The patrol is formed :

- In column : to prevent the crowd to gather columns
- In line : to chase or to disperse a group
- In case of hostility, the backing up can be ordered. It is in order, and the most slowly possible
- If the backing up is not possible, the patrol takes position or resists until reinforcements get arrived.
- In case of absolute necessity, it can hide in playground or in a building.

E. Patrol in vehicle

1. Different kinds :
 - on vehicle like MO's
 - on vehicle of group

2. On vehicles like M.O's (wagon-cars)
 - Patrol capable to show power in maintaining the order (suppressed when the situation seems to be dangerous)
 - Formed by two progressive vehicles
 - With a slow speed
 - Sticking together by look

3. On group vehicles
 - Able to execute all missions assigned to patrols
 - The patrol intervenes on vehicles with the personnel aboard in case of necessity

III. APPREHENDED INDIVIDUALS' ESCORT

A. Definition

It is patrol with mission to surely take apprehended persons to a precise destination for consecutive infractions to the order maintenance.

It is a transfer for which usual precautions must be taken:

- First, search persons
- Set very well safety's objects
- Supplying weapons
- Precaution about prisoners vehicle

B. Principles

The move requires a quick execution, discreet and sure. The evacuation is done on vehicle, under escort protection.

C. Composition

a) Elements:

- Escort chief
- a guard element and an accompaniment element, a lighting element and a "serre-file" element.

b) Means:

- At least two vehicles (changing according to the number and the importance of people to escort).
- Electrical-radio means

c) Execution modalities

1. The competitive personnel
 - For escort security, any crowd contact has got to be avoided
 - For its integrity, all apprehended people must be brought to the right post.

2. In case of accident

- the guard element must stay with apprehended persons
- the accompaniment element assures the convoy protection

THE BARRAGES

I. GENERALITIES

A. **Goals**

The barrage must completely restrict a crowd during a period of time, to trespass a given area. It is a restriction of freedom.

B. **Types**

There are three kinds of barrages

1. Arrest barrage : - a crowd can never enter a prohibited space or spread itself in determined area.
2. Piping barrage : - the crowd must use an authorized way, and prevented to use any other one.
3. Filtering barrage : only certain people are allowed to enter a restricted space instead of the big portion of the crowd.

C. **Principles**

- It is assigned by particular request
- Facing the crowd, the barrage must look like a mass, tight and powerful.
- they are under the order of one chief: the barrage commandant

Arrest barrage steady and firm

A. **Composition** : four elements

- 1 contact element (arrest mission)
- 1 support element (grenades jet)
- 1 reserve element (reinforcement, freeing, apprehended persons guard)

TRANSLATED BY GASIZA RUCHINYA

Can be reinforced by complementary means. Several escadrons can participate at the setting up a barrage (according to the atmosphere and the ground).

Particular rules for service execution

1. Principles

As always for the maintenance of order

- be firm and energetic
- never be nervous, impatient or tired
- stay insensitive, indifferent to screams, threats, insults and even to clappings

A serious attitude can avoid to intervene by impressing the strikers. It is important to avoid any possible reaction that can be considered as a provocation.

2. Organization and action styles

The organization and the action styles of barrage's different elements depend on atmosphere.

IN FRONT OF CALM CROWD

- The size is lightened
- The special means are hidden
- A spike is detached in front
- The crowd contact with the first line is tolerated
- The first line can form the chain

IN FRONT OF A HOSTILE CROWD

- The size is complete
- Special means are shown if they are to be used
- No spike detached
- The crowd is kept at a certain distance
- Some arrests may be made

3. Executants' role

- Observe :
- the crowd
 - leaders
 - surroundings
 - dominant points

TRANSLATED BY GASIZA RUCHINYA

Listen to: - the crowd
 - the leaders

Report

III. THE FORCES OF ARREST BARRAGE FIXED AND FIRM

They are adopted to arrest barrage fixed firm, they only differ from the shape of devices imposed by the goal to reach.

A. Mobile arrest barrage

1. **Mission** : It is the same general mission as the arrest barrage fixed firm.
2. **Particularities** : It is characterized by its setting up conditions : the detachment is sent urgently in front of the marching crowd to prevent it from using the restricted way.
3. **Realization** : The arrest barrage fixed firm device is realized progressively.
 - first in setting a strong element of contact
 - then, in forming a supporting elements, of safety, and of reserve.
4. **Executants' role** : It is a mission that requires discipline, flexibility and a quick intervention

TRANSLATED BY GASIZA RUCHINYA

B. Piping barrage

1. **Missions** : Either let flow and maintain the crowd on one determined itinerary. Either after braking the crowd, direct it on different routes. To maintain it an itinerary is realized in installing arrest barrage fixed firm at adjacent streets entrances. The split into several currents is done :

- either by the game of opening and closing successively the arrest barrages fixed firm perfectly arranged. Either it is to evacuate people from a building or from a meeting place by using piping barrages indrawer like or in fan-shoped.

Barrages in drawer like

The building has only one or several exits very distanced from each other : the street is closed sometime on right, or on left of the exit.

Barrages in fan-shoped

From a fixed point situated in front of the exit, the contact element turns all over around the exit.

C. Filtering barrages

The arrest barrage fixed firm situated in front of calm crowd by which they fixed a passage that can be used by authorized persons after they have been controlled.

D. Intermittent barrage

Arrest barrage fixed firm can be opened and closed one after another to brake the calm crowd without willing to direct it toward precise directions.

TRANSLATED BY GASIZA RUCHINYA

ROAD BLOCKS

I. GENERALITIES:

A. OBJECTIVES:

The roadblock serves to interdict totally a group of people the access of a given space for a given time. We can say that this is a restriction to liberty.

B. TYPES: We distinguish three types of road blocks:

1. Restricted road block : The crowd must not penetrate an interdicted space or to border a well determined area.

2. Canalization Road block (Diversion) : The crowd is to be conducted to pass through an authorised way and forbidden to take another one.

3. Selective Road block : Only some people are allowed to enter a forbidden place for the most part of the crowd.

3. Principles:

- It is prescribed by a particular requisition.

- Facing the crowd or group of people, the road block must give an impression of mass, power and cohesion.

- It is placed under the orders of a unique chief: commander of the road block.

II. Firmly Fixed Road block

A. COMPOSITION Four elements:

1 contact element (of whom the mission is to arrest)

1 support element (grenades throw)

1 element of reserve (reinforcement, clearing, guard of apprehended people)

1 Safe-keeping element(back protection)

Can be reinforced by complementary means

Many squadrons can take part in the constitution of a road block(depending

on the
context or
the
ground)

B. PARTICULAR RULES IN THE EXECUTION SERVICE

1. Principles:

As it is always the case in order keeping:

. Appear firm and energetic

. Never show any sign of nervousness, impatience or any mark of fatigue

. remain insensitive, indifferent to shouts, threats, insults and even to applauses.

A resolute attitude of the Gendarme can alleviate or relieve the anger of demonstrators. Any reaction susceptible to be viewed as a provocation .

2. Organization and types of action

The organisation and types of action of different elements of a road block depend on the present atmosphere.

FACING A QUIET MOB

. the strength is reduced

. special means are hidden

. a spy is placed ahead

. the contact with the first row of demonstrators may be tolerated

. the first line of troops may constitute a chain

FACING A HOSTILE MOB

. the strength is complete

. special means are displayed and if necessary are they are used

. no spy is placed ahead

. the crowd is maintained at a distance

. arrestations may be made

3. ROLES OF EXECUTORS

- the crowd

Observer: - the ring leader

- the surroundings
- the hot spots

Listen to: -the mob
 -the leaders

Account for the operations

III. THE STRENGTH OF A STRICTLY FIXED ROAD BLOCK

These are adaptations of a strictly fixed road block; the only differences are due to the deployment of troops imposed by the results to be reached.

A. mobile road block

1. Mission: The same general mission as the one of a strictly fixed road block.
2. Particularities: It is characterised by the reasons of its setting up: the detachment of troops being urgently deployed to stop a crowd in order to force it to take another road.
3. Realization: The setting up of a strictly fixed road block is progressively accomplished:
 - first in placing a strong contact element
 - then in deploying the elements of SUPPORT, SECURITY, and of RESERVE.
4. ROLES OF EXECUTORS: It is a mission requiring discipline, flexibility and quick intervention.

B. CANALIZATION ROAD BLOCK: (DIVERSION)

- a. Missions: - either run the crowd out and maintain it on a specific

- or divide it into many groups and orient it on different ways.

To keep the crowd on an itinerary is to install or place a strictly fixed road block at the entrances of adjacents(contiguous) streets.

Different groups are obtained as follows:

- either a series of openings and closings of well disposed road blocks.
- or there may be a requirement to remove the mob from a hall or a meeting room in this case it will be advisable to use fan or valve canalization road blocks.

b.Road blocks in valve: The room may have one or more

exits distant from each other and the pass way is blocked sometimes at the left side or at the right one.

c.Fan- shaped road blocks: From a fixed point located in

front of the exit the contact element wheels at the both sides of the same exit.

C.FILTERING ROAD BLOCK:

A fixed road block located in front of a quiet crowd may serve as a passage to certain categories allowed to pass after they have been submitted to a control.

INTERMITTENT ROAD BLOC: It is a fixed road block which

respectively opens and closes so as to divide a quiet crowd into smaller groups without intending to send them to specific direction

LESSON 7

OPERATIONS OF THE POST GUARD

I. GENERAL SERVICE FRAMEWORK

A. SERVICE OBJECT.

The post is a detachment adapted to a building, installation, establishment or productions. Its mission consists of providing protection against threats and these are for most of the times external.

Those important places are generally called sensitive spots.

In addition, the post may be instructed to carry out the following duties:

- ensure the security of the worker
- prevent the setting up of strike pickets
- to break up the crowd of demonstrators beside the post.
- interdict the access to the security area.

B. OBJECTIVE OF THE POST

- ensure the integrity of a threatened place

to avoid sudden or planned and violent kidnapping, there is a requirement of permanent vigilance and solid defence. The post must be located inside the sensitive spot so as to prevent it from being destroyed or occupied.

C. CONTEXT OF ACTION.

1. The post does not function alone; it comprises four elements

a. Post commander:

-Responsible of service. He must permanently be informed of whatever happens in the post.

b. Fixed element

-in charge of direct security

-constituted of guards, orderlies, lookout man and all these are connected by small patrols.

mobile element

-designed to the nearest security
-constituted of patrols and observation posts, operating around the post, on foot or in cars.

reserve element

-he has to:

- reinforce the protection in case of grave menace
- intervene in case deployed troops are attacked.

III. CONDITIONS OF EXECUTION OF THE WORK

A. GENERAL RULES.

The post service requires a strict and constant respect of instructions. This respect is based on two essential notions of the guard service.

1. Observation:

- .Observe in order to alert and inform
- .account for any observation at any time

2. Vigilance

- .It is the guarantee (safeguard) of the post security
- .Nothing would divert you during the service time
- .Avoid the routine

B. PARTICULAR CONDITIONS

1. Arrival of a quiet crowd:(demonstrators want to negotiate)

- a.alert and account for the situation
- b.receive complaints and transmit them
- c.Tell politely but firmly the crowd to retire
- d.Have the instructions respected and remain vigilant
- e.Avoid doing whatever would worsen the situation

- 2.Arrival of a hostile crowd (the incident is delicate)

- .Alert and account for the situation
- .Remain quiet and keep one's temper
- .Avoid any action
 - which may be considered as a provocation
 - which may let people underestimate your personality
- .To keep one's place(application of recommended instructions)and get ready to drive them back when this is necessary.

Attack of the post

- .Alert very rapidly(alarm signals)
- .Remain at the post and keep one's place
- .Apply the instructions related to the post attack
- .Force will only be used if
 - violences are exerted on you
 - when there is no more solution you can resort to.
 - weapons may be used only
 - .in case of self-defense
 - .in case of recommended defense instructions.
 - .in execution of your commander's order.

TECHNICAL PREPARATION SHEET**Order Keeping****ORDER SERVICES****I . GENERALITIES****II. DEFINITION AND CHARACTERISTIC**

An order service is an administrative police service set up in order to restrain a crowd thought to be pacific. The demonstrations requiring an order service are:

- . those organised by authorities. (patriotic demonstrations, official visits,...)
- . those authorised by authorities (fairs, shows, sport competitions)
- . those tolerated by authorities (religious procession, in order to admire a sportsman or musician vedette). It should be envisaged to face crowd movements or probability of actions of isolated individuals(hidden in the crowd) resolute to harm. The latter hypothesis shows clearly that there is a requirement of security measures.

PRINCIPAL SECURITY MISSION**A.Dispositions: three**

- .hedges
- .escorts
- .assaulting wave

1.Hedges:**GENERALITIES:**

Definition: The hedge is a static linear formation, displayed, permeable and it is constituted of a line of gendarmes under the orders of a chief.

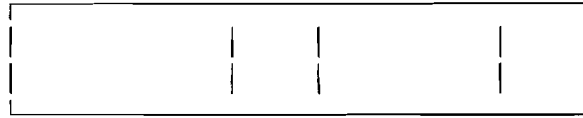
2. Different formations: we distinguish three formations of hedges:

- .simple hedge
 - .ordinary double hedge
 - .security double hedge
- in certain cases, honour detachment.

3. Missions

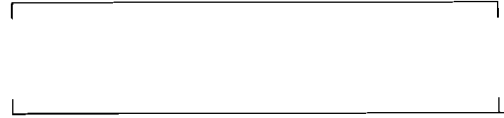
- .Keep the liberty of the used itinerary.
- .Ensure the security of important men.
- .Render honours when great men are passing(this should be done when the order is given)

The personnel observe from its location



Lateral

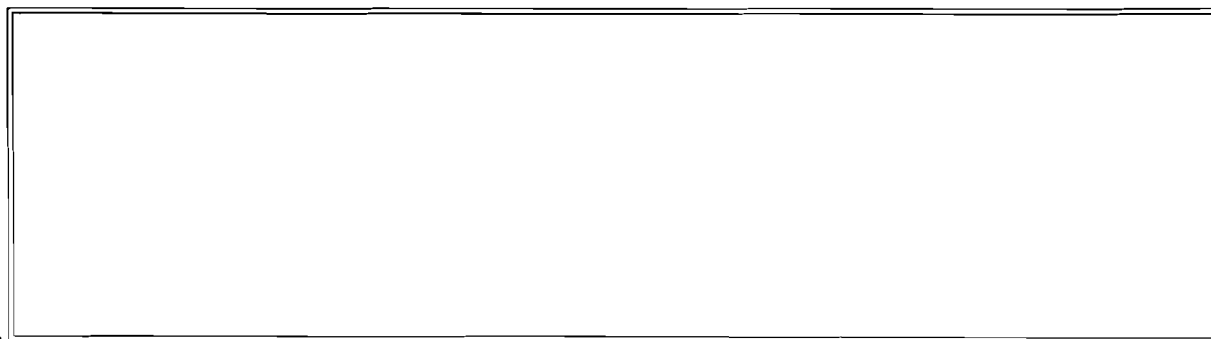
Frontal



Vertical

III. Simple hedge

1. Objective: The simple hedge permits to ensure a temporary liberty of an itinerary which has already been demarcated. (i.e in presence of a quiet crowd)
- 2.Disposition: It is made of a line of gendarmes at the both sides of the roadway.
 - . In general the simple hedge faces the cortege.
 - . Depending on circumstances the personnel may be tasked partially or in whole to face the crowd and keep it within the anticipated limits.



3.Behaviour of Gendarmes.

The persons constituting the crowd are not all ill intentioned even if they exert a recurrent

unconscious pressure on the hedge. As a consequence their reaction should be firm but measured:

- .act tactfully, with persuasion and good mood
- .if the pressure becomes very strong the security keeping force should make a chain.
- .when the cortege will be passing vigilance will be increased.

IV. Ordinary double hedge

1. Objective: The double ordinary hedge has the same objective as the simple hedge. It imposes itself in front of a dense crowd or a turbulent one.

2. It is composed of:

- . an itinerary line in front of the roadway in order to
- . ensure the liberty and immediate security of the protected issue.
- . render honours if necessary
- . in case of accident or attempt, ensure the immediate passage of the cortege.
- . reinforce the security line in case of danger
- . there should be a security line in case of danger
- . there should be a security line in charge of keeping and supervising the crowd in question .
- . if possible there should be a reserve .

3. Behaviour of Gendarmes.

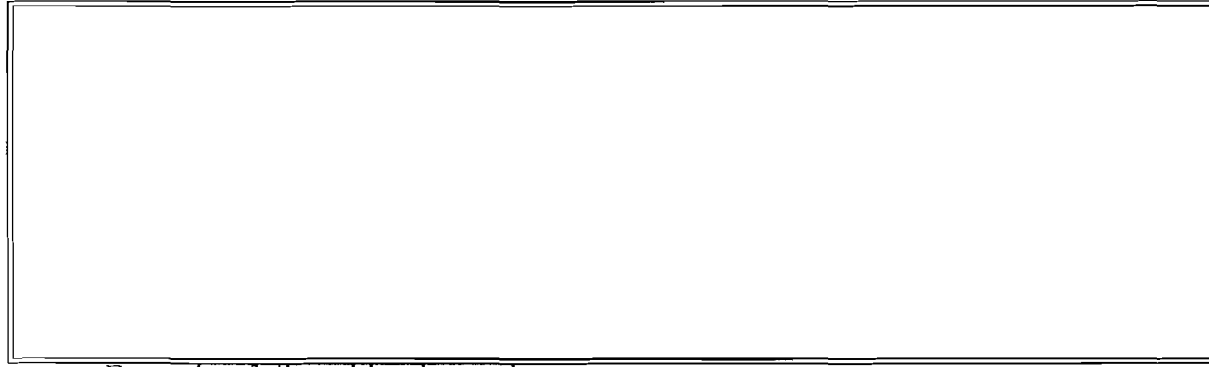
- . observe attentively the crowd.
- . scrutinize suspects individuals.
- . signal or indicate the leaders who run the mob.
- . increase vigilance at the passage of the cortege without forgetting the control of the present crowd.

4. Double security hedge

a. **Objective** It aims at maintaining liberty of the concerned itinerary, ensure immediate security and control carefully the surroundings of the itinerary.

b. **Deployment:** It may be placed:

- .in rural zone
- .in urban zone (with a dense or scattered habitat).
- .an ordinary double hedge(see above)
- .a security element: It searches, and controls the surroundings of the itinerary and removes the risks of attempts.
- .a reserve : of which the elements are deployed in areas which may facilitate the intervention.



Example of disposition in rural area.

5. **The honour detachment:** It is a service of which the purpose is to render honours to a great personality on the occasion of his passage or at his arrival in an official or private ceremony.

The detachment is lined up on one or many rows at the place where the great personality is to be welcomed(airport, entrance of a public building etc...)

V. ESCORTS

1 Objective : The escort consists of ensuring immediate security of a great personality in his travel. It complements and sometimes replaces the action of hedges disposition in its principal security mission which may sometimes be a honour mission.

2. Disposition: It generally uses motorcycles and it is often preceded by another element.

3. General principles of action:

- .it protects the official cortege.
- .it directs and regulates its speed(function of itinerary and timing)
- .it ensures the immediate protection of the cortege.

4. Role of Gendarmes:

DOUBLE MISSION...

1. **Objective:** The searching wave is an order service of which the purpose is to make unauthorised persons to vacate a well determined area .

2. Comparison:

Do not confuse the searching wave with:

The crossing of the crowd: this consists of dissociating the crowd, weakening it so that it may withdraw itself.

The crowd dispersal: where all demonstrators without any distinction are obliged to vacate the area.

The search(or battue in french): which are investigation operations.

3.Principles of action: Its functioning depends on:

- .its mass
- .the persuasion
- .the firmness (if necessary)

There is no use of force and its mission is:

- .to disperse or drive back a quiet crowd
- .to make the choice of people who may be able and make other evacuate the places.

4.The searching wave is placed under the orders of a unique chief. It generally comprises two elements:

- a.control element
- b. search element
- there may also be another one called reserve

element

Mission and action of different elements.

a. Search element. It helps to evacuate the crowd.
It goes beyond the persons who pretend to be allowed to stay at the place.In case the crowd is large and that the number of people authorised to stay in that place risks to be higher, then this element will articulate on two levels:

A loose search wave line: which pushes back the crowd without taking into account individual cases

Another closed wave line which complements the action of the preceding one.

After its passage, people who are not allowed to stay in that area should be reduced.

b.Control element: It checks the validity of the present authorizations and expels irregular persons and it is placed on one or two rows at a distance of some metres from the searching wave .

c. Reserve element: ready to intervene on the benefit of any other element.

TECHNICAL PREPARATION SHEET

ORDER KEEPING

FORCE USE IN ORDER KEEPING

I. GENERALITY: To stop disorders, Gendarmerie constituted units may be directed to use force:

- .either with arms
- .or without arms
- that is
 - .with requisition
 - .without requisition (exceptional case)

The use of force proceeds from summons

II. Summons.

1. Definitions: Words or signals addressed to the crowd to warn it that if they refuse to disperse, then it will be constrained to do so.

Summons are made by :

- . The public prosecutor
- .The Mayor
- .The chief of Circumscription (District) or Post
- .Any magistrate or law officials in charge with Criminal Investigation Department other than forest guards.

2. **Formula :** The formula of the summon is the following: " there is a requirement to obey the law. This is the time to use force. Docile citizens are advised to retire."

The person in charge of summons

1. has to be duly commissioned
 2. to make sure before any other formal procedure that the commander of the troop is invested with civil authority responsible for requisition or orders permitting the use of force with or without weapons.
 3. has to wear official three coloured sash
 4. announce its presence by means of resonant signals in order to attract the attention of demonstrators.
Enounce with loud speakers the words " to obey the law, it is time to use force, docile citizens are invited to withdraw ".
 5. -If the crowd does not scatter, the commissioned person may renew the summon three times.
- In case it is impossible to proceed to the first or second summons, then force should be used.

It is absolutely necessary that summons be understood. Its effectiveness depends on:
The place where the commissioned person is with regard to the demonstrators (on a vehicle for instance)

- . His uniform decorated with a sash of national colours
- . The understanding of demonstrators
- . Injunctions: speak slowly, articulate distinctly
- . Signals: towards their direction and facing them.

III. The use of force without weapons.

Definition: a. Summons are not always enough to obtain the expected result. That is why it has been envisaged to resort force in some cases. The force may be used in different ways:

- . Physical force: shields used for pushing ,....
- . special materials: protection equipments F2 tear gas grenades, smoke producing grenades,...
- . passive defence means : barbed wire entanglement, portable wire entanglement.
- . vehicles: (motor) van pumps

b. CASE OF USE OF FORCE WITHOUT WEAPONS

There are two cases:

- normal cases

- . This case is used on requisition of civil authority. The civil authority may decide the time to use force
- . delivers an exceptional requisition

- exceptional case

- . this case is resorted to on the initiative of the Commander of the troop.
- .if violences or blows are directed to the unity and if the unity has no other means to carry out the mission under its charge

~~In the above cases the Commander of the troops is the one who may decide the means to be used.~~

The judicious use of force without weapons is enough to reach the targeted aim, which is the dispersion of the crowd.

IV. USE OF FORCE WITHOUT WEAPONS

1. General Considerations: :

- .The use of force in order keeping
- is a delicate case
- its immediate effects can wound or kill fellow citizens
- its psychological consequences may : -irritate as well as calm the excited people
 - aggravate the tension between demonstrators and authorities

.The use of force is strictly regulated by the law. It is only justified in case of imperious necessity or in the last extremity. It comprises cold steels, fire arms (the used arm is a gun) and explosive engines such as grenades. It is forbidden to fire in the air or to fire blanks.

2. CASE OF USE OF WEAPONS BY CONSTITUTED UNITS.

There are two cases:

a. normal case

- with the requisition of the civil authority

- .decides the time to use weapons
- .delivers for that purpose special complementary requisition
- .proceeds to the renewal of summons whenever they are obliged to fire.

b. exceptional case

- under the initiative of the commander of the troop
- .in case the security of the troop is threatened by general and grave violences
- .in case the success of the mission is obviously compromised.
- .and after having firmly warned the attackers.

In both cases the Commander of the troop

- .is the only responsible for the means to be used
- .gives order, regulates, and commands the use of weapons
- .designate one of his subalterns who commands the persons chosen for firing.

So as to be prudent, weapons should be supplied and loaded at the last moment.

Various aspects of the use of weapons.

a. Human aspects; The shooting is directed to fellow citizens

.They have to be informed (summons or warned).

.It is highly recommend to limit the number of victims.

The chief orders the cease fire at the very beginning of the shooting.(no disordered shootings)

b. judicial aspects:

.Any homicide and injuries due to the use of weapons leads to the opening of preliminary judiciary investigation permitting to analyze thoroughly the matter(justificative facts, faults,...) .

TECHNICAL PREPARATION SHEET
ORDER KEEPING
LESSON 10

INDIVIDUAL SELF DEFENSE IN ORDER KEEPING

I.GENERALITIES: A gendarme may be forced to use force with or without a weapon.

Normally: During the operation of order keeping in a constituted unity.

EXCEPTIONALLY: While carrying out his own operations in order:

- .to defend another person
- .to carry out a special mission
- .or because he is isolated

In this case he has no friend to protect him. This is object of the present chapter.

II. Characteristics.

1. **Definition:** "The self defense" is a state where a person commits an homicide, causes injuries or exchanges blows with another person so as to protect himself or to defend another person from a present unfair attack.

2. **Conditions.** - An attack directed against the life or the integrity of the person.

- A present, imminent and unfair attack.

- A measured and required defense proportional to the aggression.

JUSTIFICATION OF THE RIGHT OF DEFENSE.

- There should be no way to surrender.

- The defense should be simultaneous and proportional to the aggression.

It means that as far as the task of keeping order is concerned any violence caused by a public force agent because of emotion, fear or anger can no more be considered as an act of defense. It would rather be regarded as a personal revenge which must therefore be repressed by the law.

III. CASES OF ISOLATED ACTIONS.

1. Defending another person.

2. Particular missions.

. Protection of vehicles

. A motorcyclist Liaison Officer

. Post orderly

. other missions requiring the moving of isolated vehicles (management of tasks, service of vehicle transmissions, etc)

3. Isolated missions

. because of a sudden and violent attack

. in a scuffle against a barrier

. it is advisable to free oneself and avoid opening fire until the last limit.

. to rejoin the nearest unit or a fellow element

IV. Judicial aspect.

1. Any homicide or injury caused during the self defence constitutes the object of a judicial procedure which allows:

- . to assess the existence of facts justifying intentional act committed at the time of self-defence.
- . the penal irresponsibility must be imputed to the author of that act.

2. As a consequence there is a requirement of the following

.keep in mind and gather by any means the following information about the aggression (area, enemies, witnesses, ..)

.say whether weapons have been used since the return to
 .to make clear the situation of weapons and munitions
 .to prepare a detailed report

the unity.

THE USE OF WEAPONS IS A VERY DELICATE ACT.

Under any circumstances

.show calmness
 .keep one's temper

APPENDIX

Example of use of weapons in case of self-defence

Alone and surrounded by a group of aggressive and armed demonstrators, you shoot at someone whereas he was getting ready to stab you.

.you have acted in self defence
 .your life was just in danger
 .the gendarme was imminent
 .the act of aggression was unfair

_____ However your defence was no longer legal:

Because having succeeded to free yourself from a hostile group of demonstrators you have fired into them and yet this act was no longer necessary for:

Your life was not any more threatened:
 .the danger had disappeared:
 .the act of aggression had ceased

TECHNICAL PREPARATION SHEET

ORDER KEEPING

GENERAL INFRACTION IN ORDER KEEPING

During your operations you may be brought about to
note the following:

General infractions

- .Homicides
- .Blows and injuries
- .Thefts
- .indecent behaviour or immoral offence
- .etc...

For all these infractions refer to lesson No 12

SPECIFIC INFRACTION TO ORDER KEEPING

It means that they are more or less related to public demonstration requiring the intervention of the public force.

They may be committed:

1. On the occasion of actual gatherings.

- . Provocation of a forbidden gathering
- . Participating in an interdicted gathering

2. On the occasion of any meeting/ assembling

. Voluntary destruction or deterioration of personal property/ personal chattels or real estate (realities) belonging to another person.

- . Provocation to commit crimes or offences.
- . Rebellion
- . interference with the freedom of work,...

3. Insurrectional movements

- . Placing barricades
- . Provocation or assistance for the gathering of rebels etc...

You may notice these infractions at the moment when they are taking place, which means:

Some people may be caught in the act. In this you have the right to apprehend them.

Also, they are susceptible to be punished with imprisonment penalty as indicated in this lesson in M.O)

While carrying out your operations

Do not regularly penetrate in private
Do not use violence against demonstrators
is authorised by the law.

domiciles.
unless this

Definition of the gathering.

The gathering is an occasional or anticipated assembling in order to pursue an illegal objective in a public place and it is susceptible to lead to disorders and damages. Therefore any armed gathering or any non armed gathering capable of hindering the public calmness is interdicted on a public way or in public areas.

Offence of the gathering

A. Offence

Provocation to a
prohibited assembling.

Definition: Any fact inciting people to
gather on the public way, or in
a public area in order to hinder public peace.

Particular Constitutive Elements

directed to any persons.

1. A provocation means an incitation obviously
2. Publicly uttered speeches or printed, posted up or distributed writings.
3. The will to disturb the order in inciting the crowd to gather in one public place in order to trouble public tranquillity.

Documents to be consulted: Code of criminal law of the country.

Particularities:

There is an when the if the
gathering has not taken place,
even if the authors of the
provocation has given the orders
to dislocate the crowd, even if the

punisha gathering causes
neither violence nor destruction.

B. Offence Taking part in a prohibited assembling	
Definition	The fact that any non armed person does not abandon the crowd after the first summon.
Particular Constitutive Elements	1. There may be a gathering of a certain number of persons on the public way or in a public area. 2. From that gathering may result a trouble threatening the public tranquillity. 3. The guilty people may refuse to break up after the regulation summon has been done.
Document to be consulted	Code of criminal law of the country.
Particularities	We should not consider as delinquent a non armed person who has deliberately abandoned the assembling either before the arrival of the authority at the given place or after the signal announcing that arrival. Also, if one leaves that place after the first summon, then he may not be regarded as a delinquent. The penalty is stronger for a non armed person who has chosen to stay in that place until the moment he has been removed from the spot by use of force.

2. Offence Deliberate destruction or deterioration of a personal property or a real estate belonging to another person.	
Definition	It is the case when any person destructs or deteriorates deliberately a personal property or a real estate belonging to another person.
Constitutive Elements.	<ol style="list-style-type: none"> 1. It may be a destruction or a deterioration. 2. It may be a destruction or deterioration of a real property or a real estate. 3. The properties mentioned above may belong to another person. 4. The act might have been accomplished intentionally, with full knowledge of facts.
Documents to be consulted	Code of criminal law of the country

INFRACTIONS RELATED TO THE ATTITUDE TOWARDS THE MEMBERS OF THE PUBLIC FORCE.

1. Crime or Offence Rebellion	
Definition	It is for instance a person who refuses (by means of violence or blows) the authority agent to execute laws or orders.

Particular Constitutive Elements The infraction results from the fact that:	1. Aggressive demonstrators attack or oppose a vigorous resistance against the execution of a mission. 2. This opposition goes with violences and blows. 3. The victim is the agent of the authority executing an order of the law or of the legal authority.
Documents to refer to	code of criminal law of the country.

PARTICULARITIES (EXAMPLE OF REBELLION)

.Tearing clothes, hitting, collaring a gendarme during a dispersal operation .
 .Threatening with a weapon, an object, a tool without directing blows to the gendarmes who have arrested the leader of the rebellion.
 . If a bloodshed, injuries or illness originate from the resistance act, then the author will be prosecuted because of his violences(as mentioned above).
 .Depending on circumstances, the fact/act will be analyzed while the guilty will be submitted to a detention on suspension.
 .Passive resistance: to refuse to walk, to refuse to be handcuffed, to refuse to move along or to be dragged on the ground does not mean rebellion.

2. <u>Crime or offence</u> blows, violences and assaults directed to the agent of the public force.	
Definition	It the case when a person hits or commits violences or assaults against the agent of the public force who is executing his mission.

Particular Constitutive Elements. The infraction does exist.	1. Whether blows have been given, whether violences or assaults have been deliberately exerted. 2. Whether the author was aware that his victim was a public force agent. 3. Whether the victim was involved in the exercise of his functions or on the occasion of this exercise.
Documents to refer to:	Code of criminal law of the country

D. <u>Crime</u> The carrying of arms in a demonstration	
Definition	The case where any individual would be found carrying an apparent/visible or hidden arm in a crowd, meeting or demonstration.

Constitutive Elements:	1. An individual may be found carrying a visible or hidden arm in a crowd, a meeting or a demonstration. 2. The carrying of an arm may take place during or on the occasion of demonstration, meeting or in an assembling. 3. The author might have wished to have gone on taking part in a demonstration, meeting or assembling with the full knowledge of the illicit situation in which he was involved in.
Documents to be referred to.	Code of criminal law of the country.

INFRACTIONS NOT TO BE COMMITTED

"KEEP YOUR COOLNESS.....PATIENCE"

DO NOT AGGRAVATE THE DISORDERS	.NEVER ANSWER BY MEANS OF INSULTS. .Do not react to stone throwing by stone throwing .Keep quiet
YOU MUST RESTORE THE CALMNESS	.Avoid the provocation! .Do not let them expect the revenge. .Do not charge the demonstrators so much when the infraction is not certain yet.

DO NOT COMMIT THE FOLLOWING INFRACTIONS:
 .Violation of a domicile of a private person.
 .Illegal violation

Offence	
Violation of a private domicile	
Definition	The case where a Commander or a public force agent enters a domicile of a private person against the wishes of the latter and without respecting the principles recommended by the law .

Particular Constitutive Elements	<p>1. A Commander or a Public force agent enters a domicile of a private person.</p> <p>2. He enters this domicile against the wishes of the occupant.</p> <p>3. The Commander or the Public force agent acting in his capacity without respecting the law and its formal procedures.</p> <p>4. The author has acted with the full knowledge of the illegitimacy of his deeds.</p>
Documents to be referred to	Code of criminal law of the country.

PARTICULARITIES

.A domicile is any permanent or temporary dwelling including the out buildings which constitutes its extension.

Are protected all people residing on the Rwandan territory.

-The infraction takes place :

.In case the author has reject the verbal or material opposition of the occupant.

In case the author enters the house when the occupant is absent.